



BIC-BRED (SUISSE) SA

Commodity Trade Finance & Corporate Banking

RAPPORT ANNUEL 2020

BIC-BRED (SUISSE) SA



MINCH

L'ANNÉE EN BREF

CHIFFRES-CLÉS

**PRODUIT
D'ACTIVITÉ
BANCAIRE**
+20%

BILAN (en milliers de CHF)	31.12.2020	31.12.2019	Variation (absolue)	Variation (en %)
Total du bilan	974'814	782'621	192'193	25%
Créances sur la clientèle	580'850	456'924	123'926	27%
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	196'206	238'509	-42'303	-18%
Fonds propres	104'739	73'158	31'581	43%
dont Réserves pour risques bancaires généraux (RRBG)	1'500	-	1'500	100%

**RÉSULTAT
NET
AVANT
RRBG**
+9%

HORS BILAN (en milliers de CHF)			Variation (absolue)	Variation (en %)
Total du hors bilan	362'900	304'002	58 898	19%

RÉSULTATS (en milliers de CHF)			Variation (absolue)	Variation (en %)
Résultat net des opérations d'intérêts	13'827	10'977	2'850	26%
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	7 621	6'988	633	9%
Résultat des opérations de négoce	400	298	102	34%
Autres résultats ordinaires	20	17	3	17%
Produit d'activité bancaire	21'868	18'280	3'588	20%
Résultat opérationnel	6'991	6'273	718	11%
Résultat net avant RRBG	6'581	6'055	526	9%
Variation des RRBG	-1'500	-	-1'500	-100%
Résultat net	5'081	6'055	-974	-16%

ROE
6,3%

RATIOS SUR LE RÉSULTAT (%)		
Fonds propres / Total du bilan	10,7%	9,3%
Résultat opérationnel sur fonds propres	6,7%	8,6%
Résultat net sur fonds propres (ROE)	6,3%	8,3%
Charges / Produits	67,2%	65,0%

RATIOS DE LIQUIDITÉS ET DE FONDS PROPRES (%)		
Ratio de liquidités à court terme (LCR)	135,1%	136,2%
Ratio des fonds propres globaux	17,3%	19,7%

EFFECTIFS			Variation (absolue)	Variation (en %)
En unités de travail à plein temps	60,3	51,7	9	17%
En personnes	63	54	9	17%

SOMMAIRE

L'ANNÉE EN BREF	1
Chiffres-clés	1
1. MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	6
2. STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT	10
2.1 Le Groupe BPCE	10
2.2 Le Groupe BRED	11
2.3 La BIC-BRED (Suisse) SA	13
3. GOUVERNANCE D'ENTREPRISE	16
3.1 Conseil d'administration	16
3.2 Comités et délégation	19
3.3 Comité de direction	20
4. LES ACTIVITÉS	24
4.1 Le financement du négoce international	25
4.2 Les relations et services bancaires	29
4.3 Le financement corporate et les services aux entreprises	31
4.4 Les produits de marché	31
5. REVUE 2020	34
5.1 Environnement économique mondial	34
5.2 Environnement économique des matières premières	37
5.3 La BIC-BRED (Suisse) SA dans l'année	40
6. DONNÉES FINANCIÈRES	48
6.1 Commentaire des comptes	49
6.2 Opinion d'audit	52
6.3 États financiers 2020	54
7. EXIGENCES PRUDENTIELLES DE PUBLICATION	78
8. PARTENARIATS	80



PARTIE 1

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Stève Gentili,
Président du Conseil
d'administration



Emmanuel Lemoigne,
Directeur Général

Optimistes! Nous sommes résolument optimistes au moment d'établir le rapport annuel 2020 et de rédiger ce message.

Des sources de satisfaction et des enjeux forts ont marqué cette période dont nous avons surmonté les fragilités et les contraintes.

Le financement du négoce des matières premières, dont nous sommes fiers d'accompagner le développement, demeure une valeur d'avenir.

Les besoins vitaux en matières premières essentielles à l'alimentation humaine comme à l'alimentation animale restent élevés, d'autant plus élevés que l'évolution, voire l'explosion démographique de certaines zones de notre planète doit nous y rendre plus attentifs.

La croissance persistante de notre portefeuille clients et l'évolution positive de notre Produit d'Activité Bancaire, en hausse de 20% cette année, nous orientent vers un avenir serein et des ambitions raisonnables.

Après le temps de la construction vient celui du rayonnement. Notre groupe est désormais bien ancré dans le paysage bancaire suisse, et l'éthique est au cœur des relations qui s'avèrent durables avec les entreprises de négoce de toutes tailles, grandes et petites, locales et internationales.

Nous avons été épargnés par les conséquences de l'épisode épidémique qui nous a tous touchés.

Associées à la persévérance, à la rigueur et à la confiance, deux dimensions sont toujours aussi essentielles dans notre action : la dimension humaine, avec le recrutement de nouveaux collaborateurs de talent, et la dimension technologique, avec l'investissement dans le digital. Le digital au service de l'humain, au service des échanges, au service de l'efficacité.

La stratégie continue plus que jamais à faire partie de notre cœur de métier. Cette stratégie, qui implique écoute des dirigeants d'entreprise, analyse fine des situations et constats objectifs, nous la mettons au service du développement. Nous allons multiplier les accords, trouver de nouveaux partenaires, accroître la couverture des risques bancaires en Afrique, au Moyen-Orient, en Chine, et bien évidemment dans les pays d'Asie du Sud-Est où le Groupe BRED s'est implanté avec succès.

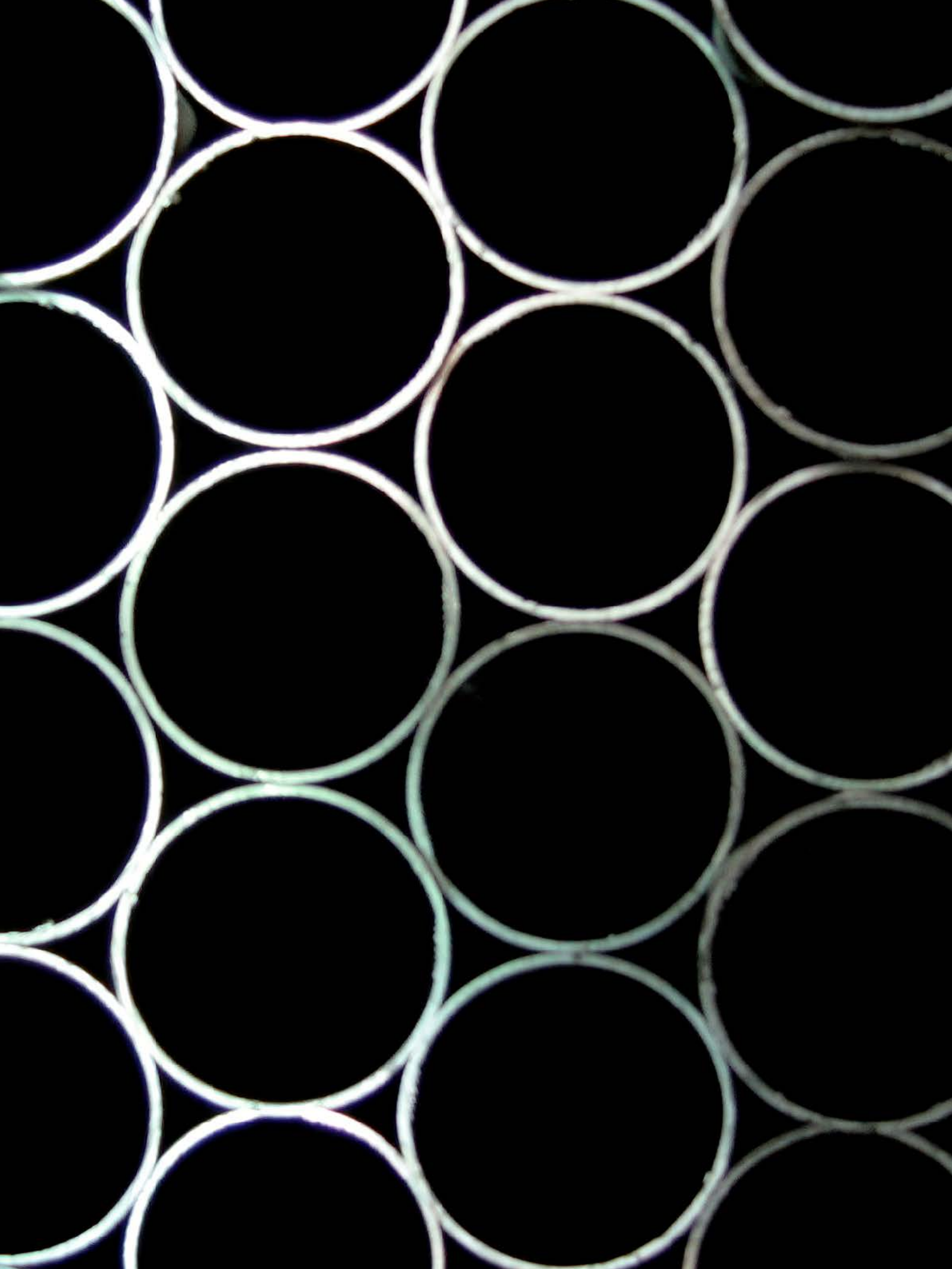
Derrière les chiffres, il y a des hommes et des femmes qui s'investissent au service d'hommes et de femmes qui investissent. Derrière les données quantitatives, il y a des partenariats qualitatifs et un soutien au négoce qui, en ces temps difficiles, profitent à tous.

Notre banque s'inscrit désormais avec force dans l'avenir du négoce et se positionne dans son accompagnement afin de participer pleinement à l'indispensable reprise économique.

Bien cordialement,

Stève Gentili
Président du Conseil d'administration

Emmanuel Lemoigne
Directeur Général



PARTIE 2

STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT

STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT

2.1 LE GROUPE BPCE

HISTOIRE

Créé en 2009, le Groupe BPCE est né de la fusion de deux grands réseaux coopératifs : Banque Populaire et Caisse d'Épargne. Le Groupe BPCE est le second groupe bancaire français.

STRUCTURE

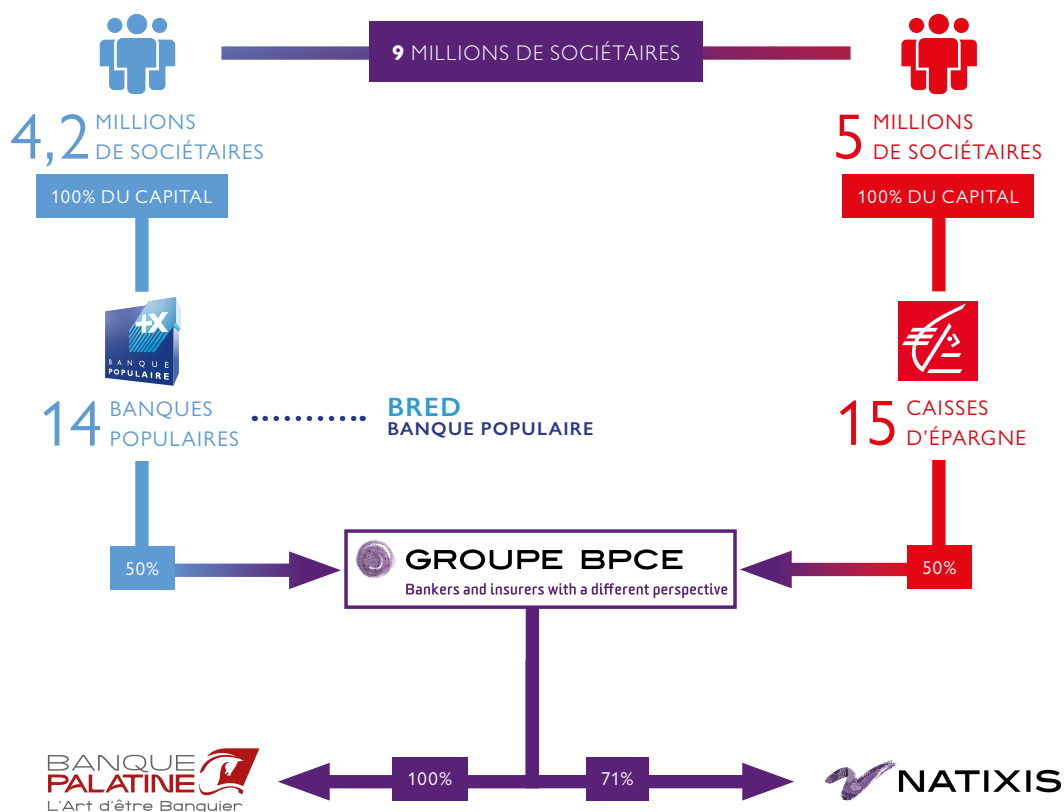
BPCE est une société anonyme dont les 14 Banques Populaires (dont la BRED) et les 15 Caisses d'Épargne sont les seules actionnaires. Chacun des deux réseaux

est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

À ce jour, plus de 9 millions de sociétaires détiennent 100% du capital du groupe.

Début 2021, afin d'accélérer son développement, le Groupe BPCE a déposé une offre publique d'achat simplifiée visant les actions Natixis suivie d'un possible retrait obligatoire.

Figure 1 ORGANIGRAMME DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2020



ACTIVITÉS

Avec 105'000 collaborateurs, le Groupe BPCE est au service de 36 millions de clients dans le monde : particuliers, professionnels, entreprises, investisseurs et collectivités locales. Il exerce tous les métiers

de la banque et de l'assurance. Il déploie également au niveau mondial, avec Natixis, les métiers de gestion d'actifs, de banque de grande clientèle et de paiements.

CHIFFRES-CLÉS

Tableau 1 CHIFFRES-CLÉS DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2020

en mio d'EUR	2020	2019	Variation (absolue)	Variation (en %)
Produit net bancaire	22'540	23'593	-1'053	-4,5%
Résultat brut d'exploitation	5'896	6'528	-632	-9,7%
Résultat net part du groupe	1'610	3'030	-1'420	-46,9%
Ratio CET1	16,0%	15,6%	0,4%	2,6%

2.2 LE GROUPE BRED

HISTOIRE

Le 7 octobre 1919, commerçants, industriels et artisans se réunissaient autour du Président de l'Union Commerciale et Industrielle de Vincennes, Louis-Alexandre Dagot, pour créer l'une des premières banques populaires. Le Groupe BRED a célébré ses 100 ans l'an dernier.

STRUCTURE

Le Groupe BRED est membre du Groupe BPCE.

La BRED Banque Populaire SA est la société mère du Groupe BRED. Elle est détenue par 200'000 sociétaires.

ACTIVITÉS

Avec 6'000 collaborateurs, le Groupe BRED regroupe les activités diversifiées suivantes : banque de détail, banque de grandes entreprises et d'institutionnels, banque privée, société de gestion d'actifs, salle des marchés, compagnie d'assurances et financement du négoce international.

IMPLANTATIONS ET FILIALES DU GROUPE BRED

Le Groupe BRED est implanté :

- en Europe: France, départements d'outre-mer, collectivités d'outre-mer et Suisse;
- en Asie: Laos, Cambodge et Thaïlande;
- en Afrique: Djibouti et Éthiopie;
- en Océanie: Nouvelle-Calédonie, Vanuatu, Îles Fidji et Îles Salomon.

Figure 2 IMPLANTATIONS ET FILIALES DU GROUPE BRED À L'ÉTRANGER



CHIFFRES-CLÉS

Tableau 2 CHIFFRES-CLÉS DU GROUPE BRED AU 31 DÉCEMBRE 2020

en mio d'EUR	2020	2019	Variation (absolue)	Variation (en %)
Produit net bancaire	1'283	1'252	31	2,5%
Résultat brut d'exploitation	513	499	14	2,8%
Résultat net part du groupe	270	307	-37	-12,0%
Ratio CET1	17,3%	16,2%	1,1%	6,8%

2.3 LA BIC-BRED (SUISSE) SA

HISTOIRE

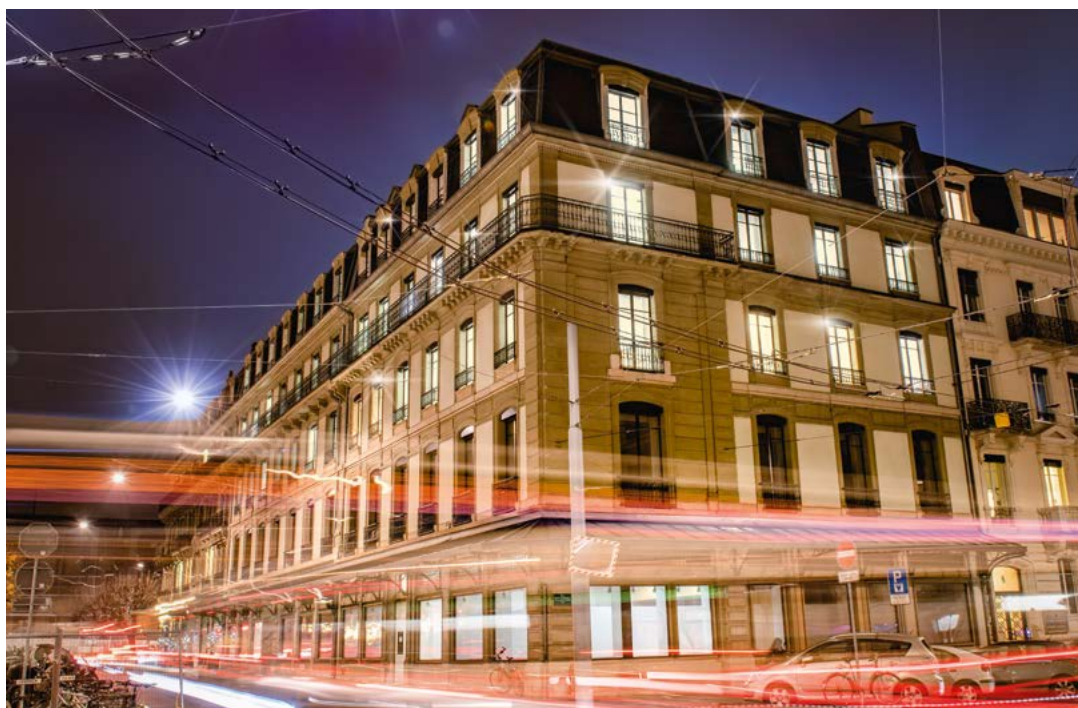
En 1991, la Banque Internationale de Commerce-BRED SA, Paris crée à Genève une succursale dédiée au financement du négoce de matières premières.

Souhaitant développer cette activité, en 2015, la Banque Internationale de Commerce-BRED SA, Paris crée une société anonyme à Genève dans laquelle elle transfère l'ensemble des actifs et passifs de la succursale. La filiale Banque Internationale de Commerce-BRED (Suisse) SA (« BIC-BRED (Suisse) SA ») est née et obtient la même année une licence bancaire de la part de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

STRUCTURE

La BIC-BRED (Suisse) SA est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce-BRED SA, Paris, dont le capital est détenu à 99,99% par la Compagnie Financière de la BRED SA (COFIBRED), elle-même détenue à 100% par la BRED-Banque Populaire.

Courant 2020, la BIC-BRED (Suisse) SA a procédé à une augmentation de capital pour un montant total de 25'000'000 CHF. Cette augmentation de capital, souscrite intégralement par la Banque Internationale de Commerce-BRED SA, Paris, a porté le capital-actions de la Banque de 78'073'800 à 103'073'800 CHF.



Le siège de la Banque au boulevard du Théâtre à Genève.



PARTIE 3

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

La Haute Direction de la Banque est assurée par le Conseil d'administration, appuyé par ses comités. La Direction de la Banque est assumée par le Comité de direction.

3.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration sont nommés par l'Assemblée Générale pour une durée de cinq ans renouvelables.

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'administration est composé de 9 membres, dont 3 sont indépendants¹. Au cours de l'année 2020, Stéphane Mangiavacca a été nommé membre du Conseil d'administration, en remplacement de Marc Robert.

DEVOIRS ET COMPÉTENCES

Le Conseil d'administration exerce la haute direction et surveillance de la Banque. Lui incombe notamment la responsabilité ultime de la surveillance de la conduite des affaires de la Banque ainsi que du contrôle des personnes chargées de la gestion. Il s'assure en particulier que ces dernières respectent la loi, les statuts, les règlements et instructions.

Le Conseil d'administration détermine la politique générale de la Banque. Il veille, à cet égard, à la mise en place d'une organisation adéquate dans l'optique du bon fonctionnement de la Banque. Il édicte les règlements nécessaires à la gestion de la Banque, à la surveillance de cette gestion et à la détermination des attributions des organes de l'administration et de la gestion. Il approuve le règlement d'organisation.

¹ Un membre du Conseil d'administration est réputé indépendant:

- s'il n'occupe pas d'autre fonction dans l'établissement et n'en a pas occupé au cours des deux dernières années;
- s'il n'a pas occupé, au cours des deux dernières d'années, la fonction d'auditeur responsable de l'établissement au sein de la société d'audit;
- s'il n'entretient avec l'établissement aucune relation d'affaires qui, par sa nature ou son ampleur, conduit à un conflit d'intérêts; et
- s'il ne détient pas de participation qualifiée dans l'établissement, ni ne représente un détenteur d'une telle participation.

STÈVE GENTILI

de nationalité française et domicilié en France

Rôle au sein du Conseil
Président du Conseil.

Formation

Titulaire d'une licence Informatique et Gestion et diplômé du Collège des Sciences Sociales et Économiques.

Parcours professionnel

Stève Gentili a été Directeur Général d'une société agro-alimentaire et Président Directeur Général d'un groupement interprofessionnel d'entreprises.

Président du Conseil d'Administration de la BRED Banque Populaire et de COFIBRED (Compagnie Financière de la BRED), il est également administrateur de différentes entités du Groupe BRED et membre du Conseil de Surveillance de PREPAR VIE.

Il a été Président du Conseil de Surveillance de BPCE, administrateur de COFACE, de THALES et de VEOLIA.

Il est actuellement Président du Conseil d'Administration de Natixis Institutions Jour et de PRAMEX International.

LOUIS HABIB-DELONCLE

de nationalité française et domicilié en Suisse

Rôle au sein du Conseil
Vice-Président du Conseil, membre indépendant.

Formation

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise en droit international de l'Université de Paris 1.

Parcours professionnel

Louis Habib-Deloncle a débuté sa carrière en tant que Directeur de la société United Commercial Agencies à Paris (1977-1980).

Il a ensuite été administrateur et Directeur Général d'Insurance Services Overseas (1980-1985).

De 1985 à 2000, il a été Président fondateur d'Unistrat P.A.R.I.S., et de 1984 à 2009, il a été Président fondateur d'HDA devenue Assurances, Finances et Développement.

De 1990 à 2007, il a été Président du Directoire d'Eurexim Holding, et de 1994 à 2000, il a été Président Directeur Général d'Unistrat Assurances, Paris.

Il a fait partie du groupe de travail Solvency II de l'ICISA de 2009 à 2013 et fait partie du groupe assurance -crédit/caution de l'AIDA depuis 2009.

Depuis 2003, il est Président de Garant, compagnie basée à Vienne et Genève, spécialisée dans l'assurance-crédit et l'assurance des risques politiques pour les entreprises et les banques offrant des solutions *Trade* et *Export Finance*.

HERVÉ CATALA

de nationalité française et domicilié en France

Rôle au sein du Conseil
Membre du Conseil, membre indépendant.

Formation

Titulaire d'une maîtrise de droit public

Parcours professionnel

Hervé Catala a effectué l'ensemble de sa carrière au sein de la Banque Indosuez puis de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

Après quelques années passées d'abord à Paris à la Direction des Engagements puis comme Banquier Conseil à la Direction des Grandes Entreprises Européennes, il rejoint en 1987 la Direction des Régions de France comme directeur des succursales de Nancy puis de Lille et enfin de la région Rhône-Alpes avant de prendre la responsabilité nationale en 1994.

Il est ensuite nommé CEO du Crédit Foncier de Monaco en 1999, puis de la Banque de Gestion Privée Indosuez en 2007.

En 2011, il rejoint la Suisse comme *Senior Country Officer* du groupe Crédit Agricole et devient CEO de Crédit Agricole Indosuez Switzerland, fonction qu'il occupe jusqu'en 2016, date à laquelle il rejoint le Comité de Direction Générale du Pôle Grande Clientèle du groupe Crédit Agricole SA et le Comité de Direction de Crédit Agricole *Corporate and Investment Bank*.

JEAN-LUC DECORNOY

de nationalité française et domicilié en Suisse

Rôle au sein du Conseil
Membre du Conseil

Formation

Diplômé de l'École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales de Paris, Expert-comptable et commissaire aux comptes

Parcours professionnel

De 1995 à 2002, Jean-Luc Decornoy a été membre du Conseil Régional de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles (CRCC).

Il a ensuite occupé la fonction de Vice-Président puis

Président du département Appel Public à l'Épargne (APE) de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC).

De 2001 à 2013, il a occupé la fonction de Président de KPMG France, membre du *Board* Européen et du *Board* Mondial de KPMG, et de 2008 à 2013, il était Président du Comité d'Audit mondial de KPMG.

Il est administrateur de BIC-BRED Paris depuis 2014.

JEAN-PIERRE FOURÈS

de nationalité française et domicilié en France

Rôle au sein du Conseil
Membre du Conseil.

Formation

Licencié en droit public, diplômé de l'École Supérieure de Journalisme, de l'École Nationale Supérieure de Police et de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale.

Parcours professionnel

Jean-Pierre Fourès occupe actuellement les fonctions de co-gérant de SEC Sari, il est également administrateur de la BRED Banque Populaire, administrateur de BRED Gestion, administrateur de la BIC-BRED Paris et administrateur de la Fondation BRED.

Il est aussi administrateur de la Fondation Hospitalière Sainte Marie et administrateur de Rougier SA.

JEAN-PAUL JULIA

de nationalité française et domicilié en France

Rôle au sein du Conseil
Membre du Conseil

Formation

Diplômé de l'École Nationale d'Administration

Parcours professionnel

Jean-Paul Julia a commencé sa carrière à Lyon dans le secteur privé (vente).

Il a rejoint le service de l'État en 1997, réalisant un parcours principalement consacré aux entreprises (PME et PMI dans la région Rhône-Alpes, Secrétaire général adjoint du CIRI en charge des entreprises en difficulté).

Après une expérience internationale (FMI et Banque Mondiale), il a rejoint le cabinet du ministre des finances pour traiter du sujet du financement des entreprises.

Il est depuis juin 2015, directeur de la Banque de grande clientèle et membre du Comité Exécutif de la BRED.

OLIVIER KLEIN

de nationalité française et domicilié en France

Rôle au sein du Conseil
Membre du Conseil

Formation

Diplômé de l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique et du Cycle d'Études Supérieures en Finance de HEC Paris.

Parcours professionnel

Olivier Klein a débuté sa carrière chez BFCE Natexis (1985) où il a notamment occupé le poste de Directeur régional (1993-1996).

Il a ensuite été membre du Comité Exécutif, Directeur commercial et du développement auprès de B.R.A. Groupe CIC (1996-1997).

De 1998 à 2000, il a assuré le remplacement du Président du directoire du Groupe Caisse d'Épargne Caisse de Picardie.

De 2000 à 2007, il a assuré la présidence du directoire de la Caisse d'Épargne Ile-de-France Ouest, ainsi que la présidence de la Commission Nationale Banque de Détail du Groupe Caisse d'Épargne.

De février 2007 à avril 2010, il a occupé la fonction de dirigeant de la Caisse d'Épargne Caisse Rhône-Alpes, et d'avril 2010 à septembre 2012, il a occupé le poste de Directeur Général du Groupe BPCE.

Depuis septembre 2012, il est Directeur Général de la BRED Banque Populaire, Paris.

STÉPHANE MANGIAVACCA

de nationalité française et domicilié en France

Rôle au sein du Conseil
Membre du Conseil

Formation

Ingénieur Civil des Mines diplômé en 1999

Parcours professionnel

Stéphane Mangiavacca a débuté sa carrière à la Mission économique et financière française en Chine en 1999-2000.

En 2001, il a rejoint l'Inspection générale de la Banque Fédérale des Banques Populaires (désormais BPCE) et il a été nommé en 2006 Chef de mission de l'audit quantitatif.

Il a ensuite intégré la BRED, en 2009, où il a rejoint le Comité Exécutif en 2012 en tant que Directeur des risques, de la conformité et des contrôles permanents. Depuis janvier 2020, il est Directeur de l'international du Groupe BRED.

Il est notamment Président du Conseil d'administration de BRED Vanuatu Ltd et de la BCI Mer Rouge, ainsi que Directeur général de la BIC-BRED Paris.

JEAN-PIERRE VETTOVAGLIA

de nationalité suisse et domicilié en France

Rôle au sein du Conseil
Membre du Conseil, membre indépendant

Formation

Études de droit dans les Universités de Lausanne, Rome et Genève

Parcours professionnel

Jean-Pierre Vettovaglia a passé le concours d'entrée à la carrière diplomatique en 1969.

Au cours de son parcours diplomatique, il a exercé les fonctions de secrétaire, ministre, délégué et expert, notamment auprès de l'Ambassade de Suisse au Ghana (1971-1974), en Inde et au Népal (1974-1977), en Yougoslavie (1977-1981), et pour la Mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales à Genève (1983-1988).

Il a ensuite été ambassadeur à Vienne (1988-1993), en Roumanie (1993-1996) et à Paris (2000-2007).

Il a été administrateur de la BIC-BRED Paris jusqu'au 30 mai 2016.

Il travaille comme consultant international depuis 2007.

Il exerce la fonction d'éditorialiste pour les questions internationales auprès de *Q Magazine*.

3.2 COMITÉS ET DÉLÉGATION

Afin de l'assister dans l'accomplissement de ses devoirs, le Conseil d'administration a établi deux comités :

1. Le Comité d'Audit ;
2. Le Comité de Crédit du Conseil.

Le Conseil d'administration reste responsable des tâches déléguées à ces comités.

MEMBRES DES COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2020, ces comités sont composés comme suit :

Comités	Membres
Comité d'audit	Louis Habib-Deloncle (Président) Jean-Luc Decornoy Stéphane Mangiavacca Jean-Pierre Vettovaglia Hervé Catala
Comité de Crédit du Conseil	Stéphane Mangiavacca (Président) Olivier Klein Stève Gentili

Au cours de l'année 2020, Stéphane Mangiavacca a remplacé Marc Robert au sein de ces comités.

DEVOIRS ET COMPÉTENCES

Comité d'audit

Le Comité d'audit, qui s'est réuni à 4 reprises en 2020, a pour rôles principaux la surveillance et l'évaluation de l'intégrité des boucllements financiers, du système de contrôle interne, de l'efficacité du réviseur externe et de sa coopération avec l'audit interne. Il est également responsable de l'évaluation de l'audit interne.

Comité de Crédit du Conseil

Le Comité de Crédit du Conseil a pour objet l'examen et la validation des dossiers de crédit d'un montant excédant 10% des fonds propres de la Banque.

3.3 COMITÉ DE DIRECTION

De gauche à droite:
François Monnier,
Anne-Ly Zumbino,
Emmanuel Lemoigne et
Franck Nater, membres du
Comité de direction.



MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

La Direction est assumée par le Comité de direction, désigné par le Conseil d'administration. Au cours de l'année 2020, Anne-Ly Zumbino a été nommée Directrice des risques et membre du Comité de direction, en remplacement d'Antoine Spinelli.

DEVOIRS ET COMPÉTENCES

Le Comité de direction est responsable de la gestion quotidienne et de l'organisation appropriée de la Banque devant le Conseil d'administration. Il assume par tous les moyens à sa disposition la bonne marche des affaires de la Banque.

Il fait régulièrement rapport au Conseil d'administration de l'évolution des affaires et de la Banque. Il veille à la bonne et fidèle exécution de toutes les décisions adoptées par le Conseil d'administration.

EMMANUEL LEMOIGNE

de nationalité française et domicilié en Suisse

Rôle au sein du Conseil
Directeur Général depuis 2015

Formation

Diplôme universitaire de technologie en gestion des entreprises et des administrations, diplôme de l'École Supérieure de Commerce d'Amiens (ISAM), diplôme d'études supérieures de l'Institut Technique de Banque, diplôme du Centre d'Études Supérieures de Banque.

Parcours professionnel

Emmanuel Lemoigne a effectué l'ensemble de sa carrière au sein de la BRED, d'abord en qualité de *Group Manager and Sales Manager* en *Retail Banking* (1991-2001), puis en tant que *Head of Distribution* en *Corporate Banking* (2001-2005).

Il a également occupé la fonction de *Regional Manager* en *Retail et Corporate Banking* (2005-2009) et de 2009 à 2015, il était *Executive Director* et membre du Comité exécutif du Groupe BRED, en charge de la Banque de Grande Clientèle.

FRANÇOIS MONNIER

de nationalité française et domicilié en Suisse

Rôle au sein du Conseil
Directeur Général Adjoint et Directeur Commercial depuis 2015.

Formation

Diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion.

Parcours professionnel

François Monnier a débuté sa carrière auprès de la Compagnie Bancaire (1988-1994).

Il a ensuite travaillé comme chargé d'affaires entreprises auprès du Crédit National (1994-1998) devenu Natixis quelques années plus tard.

De 1998 à 2001, il a été *Chief Representative* de Natixis en Indonésie puis a occupé à son retour en France la fonction de *Head of Paris Group Metaux* puis *Soft Commodities* au sein du département Négoce de Natixis (2001-2009). À partir de 2009, il a rejoint BNP Paribas (Suisse) et est devenu en 2012, *Group Head, Energy and Metals*, au sein d'*Energy and Commodity Finance*.

FRANCK NATER

de nationalité suisse et domicilié en France

Rôle au sein du Conseil
Directeur Général Adjoint et Directeur des Opérations depuis 2015.

Formation

Diplômé en sociologie et relations publiques de l'Université de Paris.

Parcours professionnel

Franck Nater a débuté sa carrière auprès de la B.A.I.L., Paris en tant qu'*Account Officer* (1989-1991).

Il a travaillé auprès de la Bank Brussel Lambert (Suisse) en qualité de *Team Head L/C Department* (1991-1995).

De 1995 à 1999, il a occupé les fonctions de *Relationship Manager Commodity Trade Finance* auprès du Crédit Lyonnais (Suisse) puis a rejoint BNP Paribas (Suisse) occupant successivement de 1999 à 2015 les postes de *Relationship Manager Commodities Trade Finance*, *Team Head Collateral Officer Commodities Trade Finance*, *Deputy Head Collateral Officer CIB Energy Commodity Financing* et *Head Transaction Management CIB Energy Commodity Financing*.

ANNE-LY ZUMBINO

de nationalité française et domiciliée en France

Rôle au sein du Conseil
Directrice des Risques depuis 2020.

Formation

Diplômée de l'Institut Commercial de Nancy et au bénéfice d'une Maîtrise des Sciences et Techniques Comptables et Financières à l'Université de Nancy.

Parcours professionnel

Anne-Ly Zumbino a travaillé 15 ans auprès de la BNP Paribas à Paris puis à Genève, toujours dans le domaine du crédit.

Elle a couvert le secteur du *corporate banking* et des financements spécialisés sur les USA puis celui des matières premières depuis 2003. Elle a rejoint la Banque en août 2015 afin de structurer et gérer le département Crédits et Engagements.



PARTIE 4

LES ACTIVITÉS

LES ACTIVITÉS

Basée au cœur de Genève, une des principales places mondiales du négoce de matières premières, la BIC-BRED (Suisse) SA poursuit sa stratégie de développement tournée vers le financement du négoce de matières premières avec une vaste gamme de solutions de financement et de services.



François Monnier,
Directeur Général Adjoint
et Directeur Commercial

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT ET DIRECTEUR COMMERCIAL

«L'année 2020, marquée par la pandémie, fut atypique pour le marché du financement des matières premières.

Elle a d'une part contribué à dévoiler les agissements frauduleux de certains acteurs dans l'énergie à Singapour et à Dubaï.

Elle a d'autre part montré l'incroyable résistance du commerce international face à une crise sanitaire historique et un recul de la croissance mondiale, comme en témoignent les bons résultats 2020 affichés par la majeure partie des négociants.

Les effets de cette vague de fraudes ne se sont pas fait attendre, avec la sortie du secteur d'acteurs bancaires majeurs et le resserrement des conditions d'octroi des crédits par les banques restées fidèles à ce métier. L'esprit est maintenant au « retour aux bonnes vieilles pratiques du contrôle des marchandises », quelque peu abandonnées durant les périodes d'expansion.

Cette crise a aussi montré que le monde ne peut arrêter de se nourrir comme mis en exergue par le maintien du commerce des denrées agricoles en 2020, que la Chine est restée l'atelier du monde comme en témoigne le boom de ses importations de métaux et que les besoins en énergie transportable (gaz, pétrole) restent incontournables dans nos sociétés.

Le commerce des matières premières et son financement ont encore de beaux jours devant eux, mais devront faire face au challenge des exigences accrues des règles environnementales et sociétales.»

4.1 LE FINANCEMENT DU NÉGOCE INTERNATIONAL

SOLUTIONS DE FINANCEMENT

La Banque propose des solutions de :

- préfinancement pour le compte des négociants en faveur de producteurs, pour de la marchandise en cours de production ou d'extraction ;
- financement de marchandises durant des phases de transport logistique (par bateau, rail...);
- financement de marchandises durant des phases de stockage sur une courte durée, ou pour accumulation ou transformation dans des pays producteurs (en *inland* et au port) jusqu'à leur distribution dans les pays consommateurs ;
- financement de créances ouvertes, sécurisées par une assurance-crédit ou un accreditif, ou payable par canal bancaire ;
- financement de la couverture (*hedging*) des risques de prix et de change sur base spot ou à terme sur différents types de devises.

SECTEURS

La Banque offre ce panel de produits et services sur différents secteurs :

- énergie ;
- métaux ;
- produits agricoles ;
- produits manufacturés.

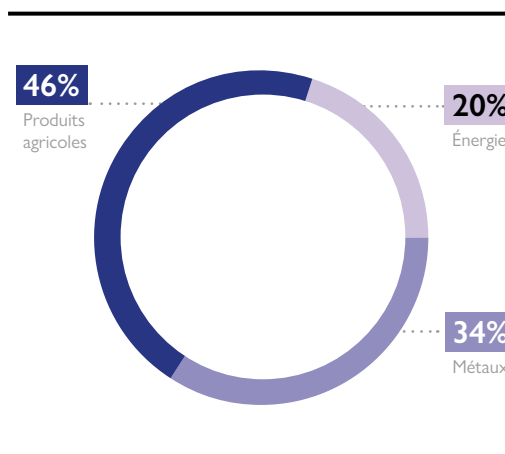
PORTEFEUILLE DE CLIENTS

Le portefeuille de clients de la Banque est composé d'une centaine de groupes du négoce international, de toutes tailles.

Si la majeure partie du portefeuille est composée de groupes domiciliés en Suisse, la Banque adresse les besoins de ses clients en structurant des opérations de matières premières sans restriction géographique (hormis les restrictions liées aux respects des règles internationales) et finance également des entreprises étrangères.

La BIC-BRED (Suisse) SA se positionne comme un acteur de niche qui privilégie la flexibilité et la rapidité d'exécution en s'appuyant sur le professionnalisme de ses équipes.

Figure 3 VENTILATION DU NOMBRE DE CLIENTS PAR SECTEUR AU 31 DÉCEMBRE 2020



4.1.1 LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE



Xuan Uong-Nguyen
et Ilario Cirieco,
Responsables du
département Énergie

«Les hydrocarbures (pétrole, gaz naturel, charbon) sont une des principales sources d'énergie utilisées dans le monde. Les pays disposant de ces ressources ont besoin de financements afin de pouvoir les exploiter et les revendre aux divers consommateurs. Ces échanges sont indispensables pour le développement des pays importateurs ne bénéficiant pas autrement de ces ressources naturelles. Notre banque participe au développement de ces activités en soutenant le financement de ces échanges commerciaux.»

Le portefeuille de négociants en produits énergétiques de la Banque est très varié, allant du négoce de pétrole brut, de produits raffinés (gasoil, gazoline, naphta, bitumes), au gaz de pétrole liquéfié (GPL) et au gaz naturel liquéfié (GNL). L'accélération de la transition énergétique a amené la Banque à développer de manière notable les opérations de négoce liées au gaz naturel.

Il est rare qu'un pays dispose dans son propre territoire à la fois de l'ensemble des ressources naturelles dont il a besoin et de l'infrastructure industrielle nécessaire à la transformation de ces ressources, d'où le recours à des importations. Toutes ces transactions répondent à des besoins primaires et spécifiques à chaque pays, dont quelques exemples sont donnés ci-dessous.

BITUME

La Banque finance des cargaisons de bitume achetées à des raffineries américaines pour la construction d'infrastructures routières en Afrique, continent qui doit faire face à une forte croissance de l'urbanisation en raison de sa croissance démographique.

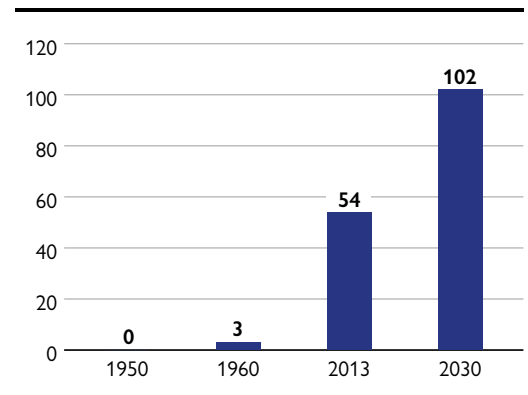
GAZ

La Banque est impliquée dans des transactions de gaz propane et butane, essentiellement sous forme de GPL ou de GNL, en provenance des États-Unis. Ce gaz est revendu à des consommateurs privés aux Caraïbes, en Océanie et en Afrique, où les usages individuels de ces sources d'énergie sont encore très courants, comme mode de cuisson notamment.

PRODUITS PÉTROLIERS

Les pays producteurs de pétrole brut doivent pouvoir l'exporter vers des raffineries étrangères afin qu'il puisse y être transformé en produits raffinés et pétrochimiques, dont une partie est ensuite exportée vers les pays qui en sont les consommateurs.

Figure 4 VILLES DE PLUS D'UN MILLION D'HABITANTS EN AFRIQUE



Source: Pythagore Consult

4.1.2 LE SECTEUR DES MÉTAUX ET MINÉRAIS

«La vie, ce n'est pas d'attendre que les orages passent, c'est d'apprendre à danser sous la pluie, nous disait Sénèque il y a 2000 ans. Ce proverbe est appliqué par les négociants constamment. Ils ont su s'adapter à des conditions de marché très particulières, ce qui nous a permis de les accompagner dans leurs très importantes exportations d'acier vers la Chine, à des niveaux qui n'avaient plus été vus depuis de nombreuses d'années.»

La Banque dispose d'un portefeuille de négociants principalement actifs dans les métaux de base (48%), l'acier (32%) et les alliages (12%). Quelques exemples de transactions sont présentés ci-dessous.

CUIVRE

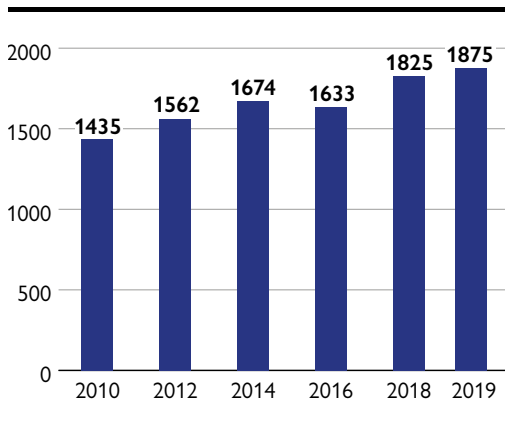
La Banque finance à la fois du concentré de cuivre en provenance d'Amérique Latine et à destination de la Chine et du cuivre raffiné en provenance d'Afrique et à destination de l'Europe et de la Chine. Ce cuivre permet la production de câbles électriques pour la génération et la distribution de l'électricité, les télécommunications et les circuits électriques. Ce composant est également fréquemment utilisé dans le domaine du bâtiment, notamment pour la fabrication de couvertures, robinetteries et chauffe-eaux, mais aussi dans les hôpitaux pour ses propriétés antibactériennes et son utilisation en magnétothérapie.

ACIER

Le financement d'acier en tant que produit semi-fini (bobines laminées, barres d'acier...), de la Russie vers la Chine et l'Afrique, est utilisé dans l'automobile, la construction, l'électroménager et les équipements industriels.

Devenu incontournable, l'acier a vu sa production mondiale augmenter fortement depuis 2010, en hausse de plus de 30%.

Figure 5 PRODUCTION MONDIALE D'ACIER
(en millions de tonnes)



Source: Steel Statistical Yearbook 2020, Worldsteel Association

ALUMINIUM

De l'aluminium est financé en Europe et transporté d'Europe et de Russie vers les États-Unis et le Brésil, où il est destiné à divers usages dans le marché de la construction (fenêtres, portes, toitures), l'industrie automobile, les transports (wagons, navires), l'emballage (conserves) mais aussi dans la fabrication d'articles ménagers (meubles et ustensiles de cuisine).



Pierre-Paul Briguet,
Responsable du
département Métaux

4.1.3 LE SECTEUR DES MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES



Michael Jackisch,
Responsable du département Matières premières agricoles

«Les productions agricoles domestiques sont complétées par des importations nécessaires à l'alimentation. En parallèle, les exportations de productions locales contribuent au développement économique de nombreux pays émergents. Les échanges sont donc croisés et dépendent du bon fonctionnement des circuits de production, transport et distribution. Nous sommes heureux d'accompagner nos clients sur ces routes où leur rôle d'intermédiaire négociant et logisticien est essentiel.»

La Banque finance principalement des céréales (38%), du café et du cacao (28%), dont quelques exemples de transactions sont présentés ci-dessous.

BLÉ

La Banque est très active dans le financement du blé en provenance de la Mer Noire et à destination de l'Afrique Subsaharienne et du Moyen-Orient, notamment sur l'axe Russie-Égypte.

En effet, devenue premier pays exportateur mondial de blé, la Russie a mis depuis une vingtaine d'années sur cette céréale pour renforcer sa présence sur la scène internationale. L'Égypte quant à elle, est le premier importateur de blé au monde et le plus grand importateur de blé russe, d'où est importé près de 80% de son blé. Cette céréale est à la base de l'alimentation égyptienne, par le biais du pain et des pâtes notamment.

CAFÉ

La culture du café est très développée dans de nombreux pays à climat tropical d'Amérique, d'Afrique et d'Asie dans des plantations qui sont cultivées pour les marchés d'exportation, notamment d'Europe et des États-Unis.

La Banque finance dans ce contexte une grande variété de flux, de diverses origines et destinations, du café ordinaire aux variétés les plus raffinées, en provenance de producteurs de toute taille. Ces exportations représentent souvent une contribution majeure pour l'économie des pays producteurs.

CACAO

La Côte d'Ivoire et le Ghana font partie des principaux pays producteurs de fèves de cacao, étant à l'origine à eux seuls de plus de la moitié de la production mondiale de cacao. Dans ces pays, la production est pour la plus grande part issue de petits planteurs. Les principaux importateurs de fèves de cacao sont les pays du Nord qui concentrent plus de 80% de la consommation des produits issus des fèves de cacao.

Dans ce contexte, la Banque finance des fèves produites en Afrique, à destination de l'Europe, des États-Unis, mais aussi de façon croissante de l'Asie du Sud-Est. Les fèves, arrivées dans les pays consommateurs, sont torréfiées, broyées et pressées afin d'obtenir la poudre et le beurre de cacao qui sont utilisés dans l'élaboration du chocolat et autres confiseries chocolatées.

4.2 LES RELATIONS ET SERVICES BANCAIRES

«Le réseau bancaire est une partie intégrante de l'écosystème du financement du négoce. Il revêt un rôle stratégique pour faciliter et sécuriser le commerce international. Conscients des enjeux commerciaux de nos clients, nous proposons une couverture du risque bancaire basée sur des relations solides et historiques avec nos partenaires afin d'assurer la fluidité des opérations.»

En appui à son activité de financement du négoce, la Banque densifie peu à peu son réseau de correspondants bancaires. Elle bénéficie également du puissant réseau de correspondants bancaires du Groupe BRED qui couvre plus de 150 pays dans le monde et compte plus de 500 banques sur les 5 continents.

Ce vaste réseau de correspondants bancaires lui permet de répondre au besoin de sécurisation des transactions à l'international de ses clients, en mettant à leur disposition des capacités de couverture du risque bancaire² sur une large sélection de banques étrangères localisées en Chine, Asie du Sud-Est, Afrique et au Moyen-Orient.

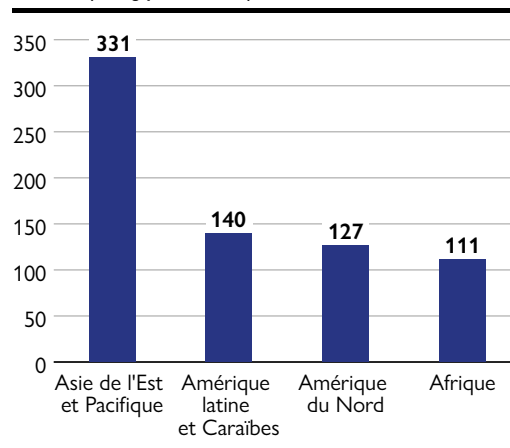
LE CAS DE L'AFRIQUE

Avec 30% des réserves mondiales, l'Afrique est un acteur majeur dans le commerce de matières premières. Les négociants jouant un rôle stratégique dans la chaîne logistique, ils sollicitent activement la Banque afin de sécuriser leurs exportations vers ce continent, sur des matières premières bien souvent de première nécessité :

▪ **Matières première agricoles**

Elles sont destinées à l'alimentation humaine ou animale (blé, riz, soja, maïs, orge), ou au secteur de l'agriculture, comme les fertilisants dont l'usage raisonné est vecteur d'amélioration quantitative et qualitative dans la culture du cacao, du café, du thé et du coton par exemple.

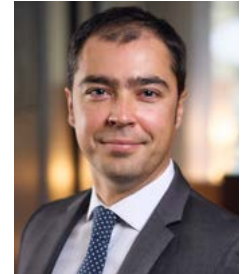
Figure 6 **CONSOMMATION D'ENGRAIS**
(en kg par hectare)



Source: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2016

▪ **Matières premières énergétiques**

Bien souvent dépourvus d'installations industrielles notamment dans le raffinage, de nombreux pays d'Afrique doivent recourir à des importations de produits pétroliers ou gaziers raffinés.



Yassine El Halaissi,
Responsable Institutions
financières et Corporate

² Confirmation et escompte de lettres de crédits, d'effets de change, etc.

▪ **Métaux**

La croissance démographique et l'exode urbain imposent un renforcement notoire des capacités de logements et dynamisent le secteur de la construction.

Du côté des importations en provenance d'Afrique, la Banque assure la fluidité des canaux bancaires, notamment pour les importations de café, cacao et coton.

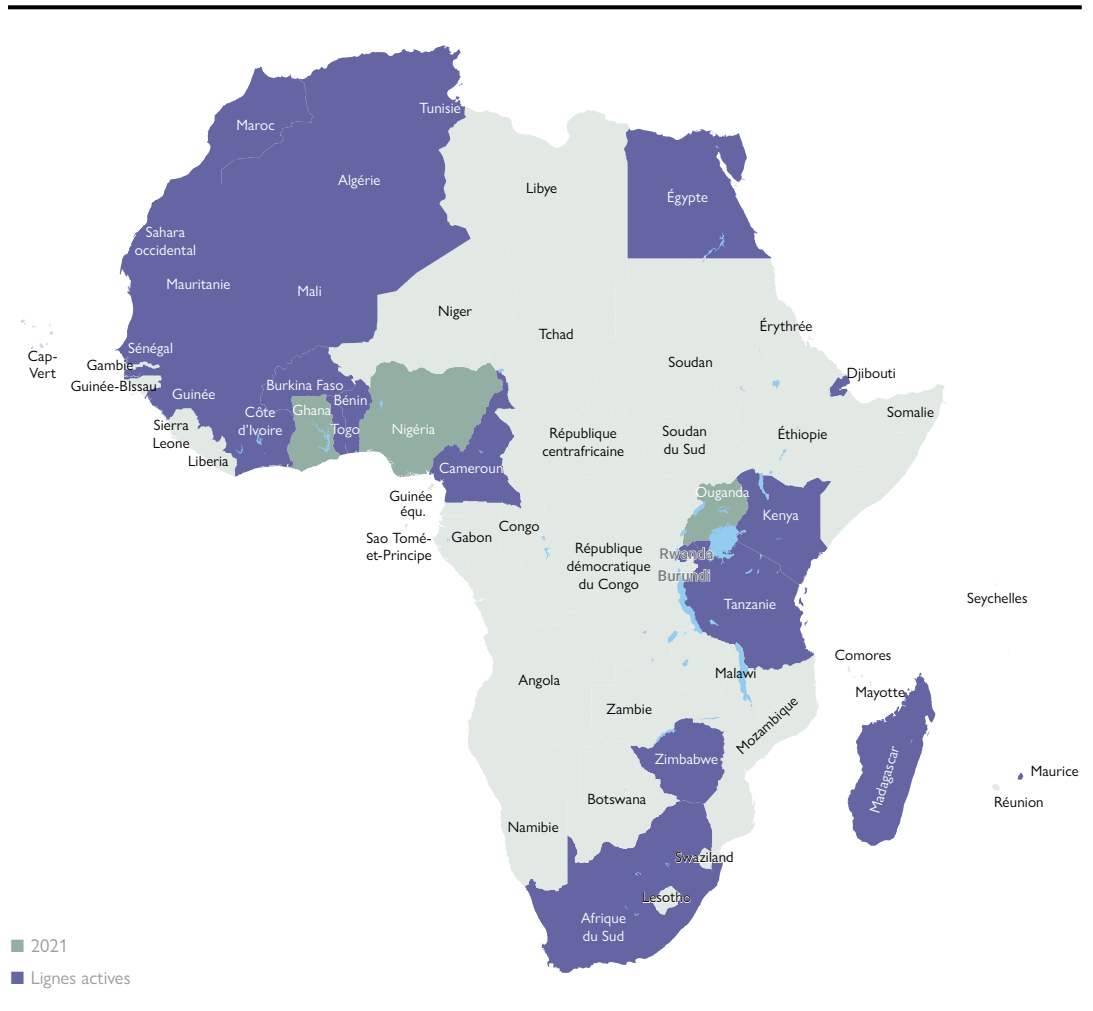
Afin de répondre à cette demande, la BIC-BRED (Suisse) SA et le Groupe BRED ont développé un réseau bancaire étendu en Afrique. Avec près de 80 banques situées dans 20 pays d'Afrique, la Banque et le Groupe BRED forment un

groupe bancaire reconnu auprès d'un large panel de banques africaines et un acteur de référence sur ces marchés.

En 2021, la Banque prévoit à la fois :

- de consolider son réseau avec de nouveaux pays en Afrique de l'Ouest (Ghana et Nigeria) et en Afrique de l'Est (Ouganda);
- de poursuivre la mise en place de nouveaux partenariats (Tanzanie, Rwanda et Kenya);
- d'activer de nouvelles lignes bancaires dans ses marchés historiques (Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mali).

Figure 7 **ÉTENDUE DU RÉSEAU DE CORRESPONDANTS BANCAIRES EN AFRIQUE**



4.3 LE FINANCEMENT CORPORATE ET LES SERVICES AUX ENTREPRISES

La Banque propose des solutions de financement sur mesure à une clientèle de sociétés exportatrices et propose une large gamme de services bancaires :

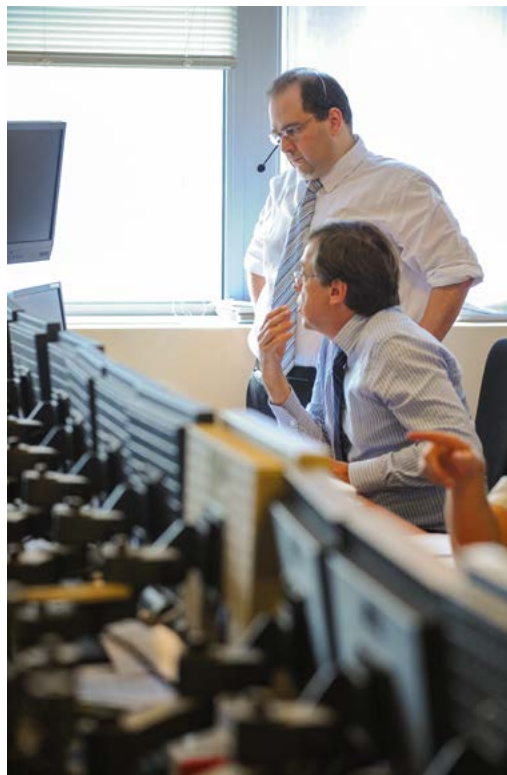
- lignes de financement du besoin en fonds de roulement ou des investissements, sous forme bilatérale ou syndiquée, en trésorerie ou en engagement par signature ;
- émission de garanties: garantie de restitution d'acompte, garantie de soumission, garantie de performance ;
- opérations de commerce international: encaissements documentaires, émissions de lettres de crédit, SBLC ou garanties de marché ;
- *Cash Management* et gestion de trésorerie en partenariat avec Kyriba³ ;
- solutions de financements exports adossés à des couvertures d'assurances et/ou bancaires pour les entreprises suisses exportant vers l'Asie et l'Afrique, dans différents secteurs, notamment :
 - produits chimiques et pharmaceutiques ;
 - machines, électronique et appareils de précision ;
 - agroalimentaire.

4.4 LES PRODUITS DE MARCHÉ

En collaboration avec la Salle des Marchés de la BRED, la Banque propose :

- du change *spot* ;
- un large éventail de produits de couverture des risques de change et de taux: changes à terme, *swaps* de change, *swaps* de taux... ;
- des solutions d'investissements pour les banques: investissement dans des titres à court terme par le biais du service de distribution de papiers monétaires de la BRED ;
- une offre de services pour les institutionnels et établissements financiers: *repurchase agreements*, émission d'instruments de marché...

À titre d'exemple, en 2019, Trafigura a confié à la BIC-BRED (Suisse) SA et à la Salle des Marchés de la BRED l'arrangement, l'émission et la commercialisation d'un programme de *Negotiable Commercial Paper* (NeuCP) d'un montant maximal d'un milliard d'euros.



Salle des marchés BRED

³ Kyriba est le leader mondial en matière de solutions de gestion de trésorerie et de financement dans le *Cloud*, et propose des fonctionnalités essentielles pour la gestion des risques, la trésorerie, les paiements et le fonds de roulement.



PARTIE 5

REVUE 2020

REVUE 2020

5.1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL⁴

2020, L'ÉCONOMIE MONDIALE À RUDE ÉPREUVE

En 2020, l'épidémie de coronavirus a mis à rude épreuve la croissance économique mondiale. En début d'année, les indices boursiers chutaient lourdement alors que la première vague de coronavirus déferlait sur le monde entier.

Les États et banques centrales sont intervenus de façon historique afin de permettre à l'activité mondiale de se redresser et empêcher que cette crise avant tout sanitaire et économique ne se transforme en crise financière. Du côté américain par exemple, la Réserve Fédérale Américaine (FED) a abaissé ses taux directeurs dans la fourchette de 0 à 0,25%. La Banque Centrale Européenne (BCE) a quant à elle maintenu ses taux directeurs entre -0,5% et 0,25% et mis en place un plan pandémie d'achat de dettes de EUR 1'850 milliards. Au total, en comptant les autres plans d'achat de dettes que la BCE mène en parallèle, le montant atteint EUR 2'400 milliards sur la période allant de mars 2020 à mars 2022. Ces interventions de la BCE permettent aux États européens d'emprunter à taux très faibles, voire négatifs.

L'assouplissement des politiques monétaires, les rendements obligataires restés très bas et les espoirs de vaccins

ont finalement permis aux principaux indices boursiers de reprendre des couleurs. Aux États-Unis, le S&P 500 finit l'année en progression de 16%, porté par les valeurs technologiques. En Suisse, le SMI est resté globalement stable (+0,8%). L'indice Euro Stoxx 50 des blue chips de la zone euro comptant peu de valeurs technologiques a quant à lui affiché une baisse de 5%.

La politique monétaire menée par la FED, conjuguée au climat d'incertitude lié à la gestion de la pandémie et aux élections présidentielles américaines, a également eu pour conséquence une dépréciation du billet vert. Par rapport au franc, sa valeur a baissé de 9%, pour atteindre le niveau de 0,88 franc pour 1 dollar fin 2020.

Les interventions publiques de grande ampleur ont permis de limiter le nombre de faillites, même si un certain nombre d'entreprises achèvent l'année 2020 très affaiblies financièrement. Bien que la situation de nombreuses personnes, entreprises et pays reste très précaire, le tissu économique a été majoritairement préservé et pourrait se régénérer rapidement.

Conséquence de ces perturbations économiques majeures, le PIB mondial

4 Sources:

- Perspectives économiques de l'OCDE de décembre 2020
- *World Economic Outlook Update* du FMI, Janvier 2021
- Prévisions conjoncturelles du Groupe d'experts de la Confédération, SECO, Décembre 2020
- Bloomberg

baisse de 3,5% en 2020, après une croissance de 2,8% en 2019.

L'impact économique du COVID-19 est hétérogène selon les pays. La Zone Euro et l'Amérique latine, durement impactées par la crise sanitaire, sont particulièrement touchées par la récession, avec des baisses de PIB de respectivement 7,2 et 7,4%. Avec une croissance de 2,3%, la Chine a été quant à elle l'une des rares économies à dégager une croissance positive, bien qu'il s'agisse de

son rythme le plus faible depuis 1976. La reprise de l'activité en Chine a été particulièrement notable en fin d'année du fait de la très forte demande mondiale de produits médicaux et de matériel pour le télétravail.

Fin 2020, grâce aux progrès sur la vaccination, les perspectives d'un avenir plus prometteur se sont éclaircies et l'incertitude a reculé pour la première fois depuis le début de la pandémie.

Tableau 3 CROISSANCE DU PIB EN 2020

	2020	2019	Variation (en %)
Monde	-3,5%	2,8%	-6,3%
Économies avancées	-4,9%	1,6%	-6,6%
Zone Euro	-7,2%	1,3%	-8,5%
Etats-Unis	-3,4%	2,2%	-5,6%
Suisse	-3,3%	1,1%	-4,4%
Marchés émergents et économies en développement	-2,4%	3,6%	-6,1%
Chine	2,3%	6,0%	-3,6%
Russie	-3,6%	1,3%	-5,0%
Amérique latine	-7,4%	0,2%	-7,5%
Afrique Sub-Saharienne	-2,6%	3,2%	-5,8%

Source: FMI et SECO

2021, UNE REPRISE À L'HORIZON

L'année 2021 est marquée par la course entre la diffusion de nouveaux variants et la vaccination, entraînant des vagues de contaminations et des reconfinements.

En conséquence, pendant quelques trimestres encore, des mesures de

distanciation sociale et la fermeture partielle des frontières continueront de contraindre l'activité. Peu à peu, les avancées pharmaceutiques, un dispositif de traçage et d'isolement plus efficace et l'adaptation des comportements à la situation contribueront à la maîtrise de la pandémie, autorisant une levée progressive des restrictions à la mobilité.

Les mesures de soutien à l'emploi et aux entreprises, en place depuis le début de la pandémie, favoriseront une accélération du rebond économique une fois les restrictions levées. Ces améliorations devraient favoriser la consommation et l'investissement, mobilisant l'épargne accumulée. Le rebond gagnera en force et en rapidité à mesure qu'un nombre croissant d'activités redémarreront.

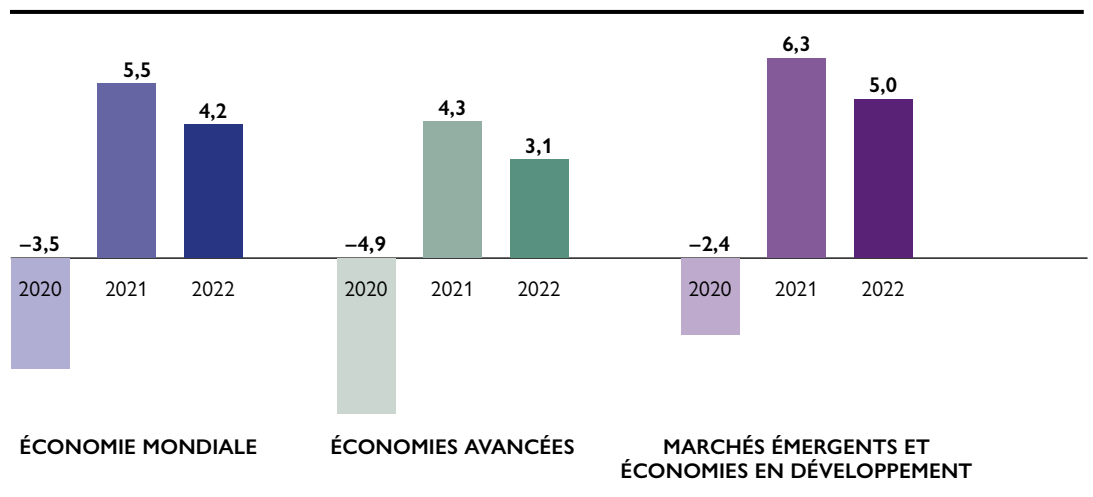
Dans ce contexte, le Fonds Monétaire International prévoit un redressement de l'économie mondiale au cours des deux prochaines années, avec un PIB mondial en progression d'environ 5,5% en 2021, puis de 4,2% en 2022.

Tout comme la crise, la reprise ne sera pas homogène dans tous les pays, ce qui pourrait modifier durablement les forces en présence dans l'économie mondiale. Les pays dans lesquels la

croissance repartira le plus rapidement seront ceux dotés de systèmes efficaces de dépistage, de traçage et d'isolement, où la vaccination sera mise en œuvre rapidement. Le rapide rebond de la Chine face à la pandémie lui a permis de réduire son écart avec les États-Unis, première puissance économique mondiale.

À la sortie de cette crise sanitaire, les États du monde devront s'unir afin de faire face à différentes problématiques, telles que la multiplication croissante des épidémies, l'explosion de la dette des États et des entreprises, le risque d'inflation lors de la reprise de la consommation et le risque d'éclatement de bulles sur les marchés lors de la baisse des injections de liquidités par les banques centrales.

Figure 8 PRÉVISIONS DE CROISSANCE 2021 ET 2022 DU FMI

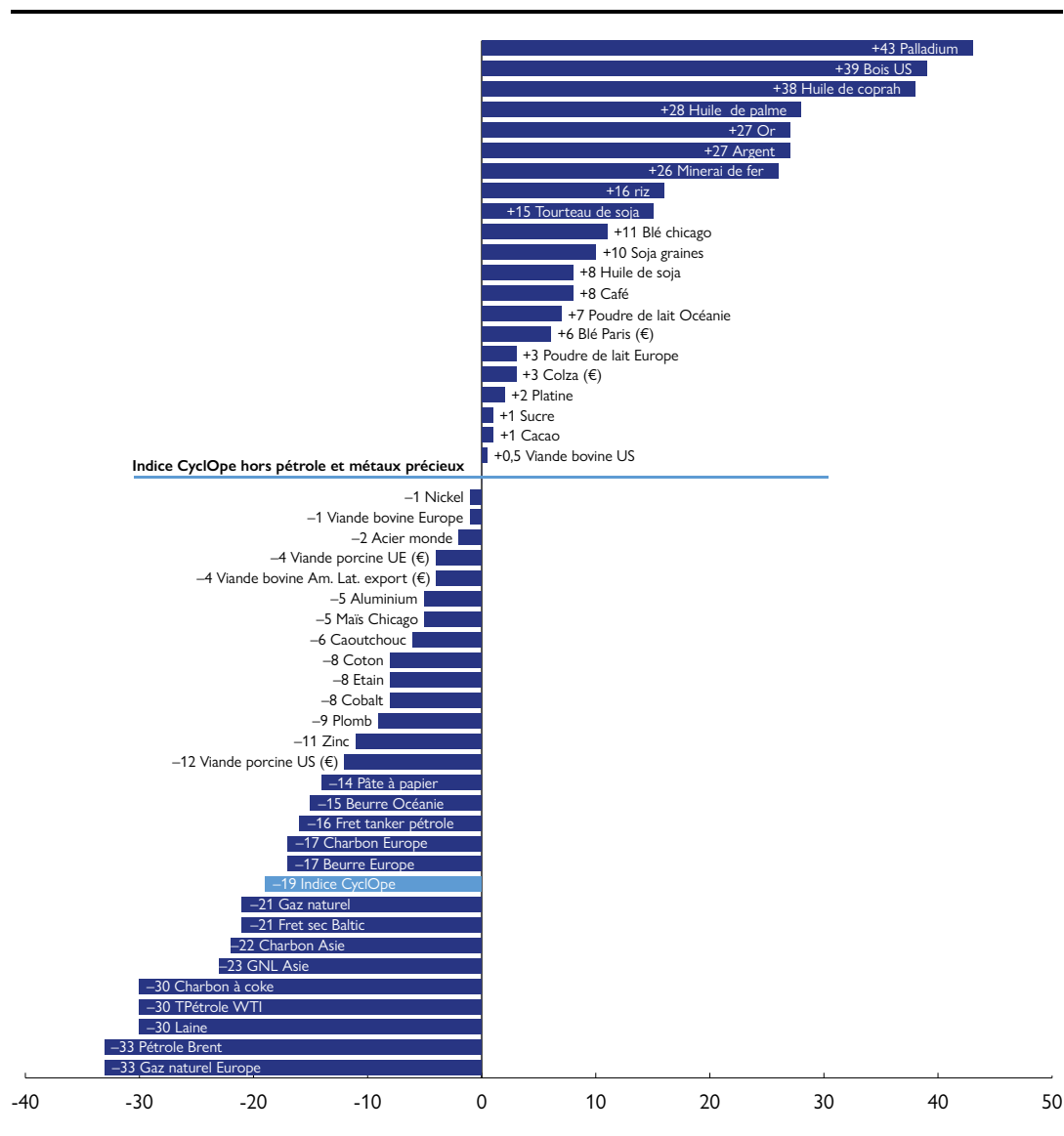


5.2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DES MATIÈRES PREMIÈRES⁵

2020, UN MARCHÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES EN REcul

En 2020, les marchés mondiaux de matières premières tels que mesurés par l'indice CyclOpe se sont inscrits en recul de 19% en moyenne par rapport à 2019.

Figure 9 ÉVOLUTION DES PRIX EN 2020 (MOYENNE 2020 SUR 2019 EN POURCENTAGE), CERCLE CYCLOPE



5 Sources:

- Analyse «Marchés internationaux – Bilan 2020 et Prévisions 2021», Cercle CyclOpe, Philippe Chalmin, Janvier 2021
- «Pétrole: chronique d'un effondrement», Observatoire français des conjonctures économiques

Derrière ce recul de l'indice CycloPe se cache une grande volatilité des cours des matières premières, conséquence des différentes étapes de propagation de la pandémie.

Le virus a tout d'abord touché la Chine, impactant immédiatement tous les marchés pour lesquels les importations chinoises jouent un rôle majeur, à l'image du minerai de fer ou du cuivre.

Le virus s'est ensuite propagé, poussant la plupart des économies occidentales à se confiner en avril et mai 2020. La forte baisse de la demande couplée à la guerre des prix du pétrole amorcée par l'Arabie Saoudite ont provoqué la chute des prix de l'énergie, surtout pétrole et gaz naturel, mais également celle de certaines matières premières agricoles principalement non-alimentaires, comme le coton ou la laine.

La Chine, retrouvant dès le deuxième trimestre le chemin de la croissance, a provoqué grâce à sa forte demande un rebond sur les marchés : minerais et métaux, mais aussi coton, caoutchouc, céréales et oléagineux.

ÉNERGIE

La double crise de l'offre et de la demande a entraîné un effondrement inédit des cours du pétrole. L'excédent de pétrole a nécessité des capacités de stockage importantes. C'est notamment cet enjeu qui explique que le 20 avril 2020, le WTI s'est échangé sur le marché à terme à des prix négatifs. Étant donné la saturation des capacités de stockage

dans l'Oklahoma, les détenteurs d'un contrat à terme ont anticipé des coûts de stockage et de transport élevés si le pétrole leur était livré physiquement. Ils ont donc préféré se délester de leurs contrats. Par la suite, la diminution stricte des quotas de production a permis au marché de se stabiliser autour de 40 à 50 USD le baril de Brent.

En conséquence, en 2020, les baisses de cours les plus importantes ont concerné le pétrole (-33%) et le gaz naturel européen (-33%).

En fin d'année, un hiver froid et précoce a permis un réajustement de prix très spectaculaire sur le marché du GNL à 14 USD le mbtu, sept fois plus qu'au printemps.

MINERAIS ET MÉTAUX

Certains métaux précieux, valeurs refuges en cas d'incertitudes, tirent leur épingle du jeu, comme le palladium (+43%), l'or (+27%) et le rhodium (+184%) dont le cours s'envole.

En ce qui concerne les minerais et métaux, la chute de la demande dans le monde occidental a été plus que compensée par la reprise industrielle chinoise dès la fin du second trimestre.

Pour la première fois en 2020, la production chinoise d'acier a dépassé le milliard de tonnes et pour la première fois depuis 2013, le prix moyen du minerai de fer a dépassé les 100 USD la tonne. Parallèlement, les prix de l'acier ont augmenté, également tirés par la Chine.

La situation la plus paradoxale a été celle de l'aluminium, dont le marché est resté excédentaire mais dont en fin d'année le prix est revenu au-dessus de 2'000 USD la tonne grâce à la situation importatrice de la Chine, qui pourtant est à l'origine de plus de la moitié de la production mondiale.

Si le nickel s'est légèrement apprécié malgré une situation excédentaire, tel n'a pas été le cas du cobalt et surtout du lithium, tous deux en repli sous le poids de stocks importants.

PRODUITS AGRICOLES

Le coronavirus a eu peu d'impacts sur les marchés agricoles et alimentaires.

Le souci majeur a été celui d'une autre pandémie, celle de la peste porcine africaine, qui a ravagé les élevages porcins chinois avant de se répandre vers le reste de l'Asie et l'Europe. En 2020, la Chine a commencé à reconstituer son cheptel, ce qui s'est traduit par des besoins croissants de soja et de céréales.

Étant peu touchés par le coronavirus, les marchés agricoles n'ont commencé à s'apprécier qu'à l'automne à la suite d'une détérioration du climat et à des perturbations météorologiques causées par La Niña. La hausse des prix agricoles s'est ensuite accélérée en fin d'année en raison de l'importante demande chinoise en soja et céréales.

2021, DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE POUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

Une hausse de 19% est attendue sur les moyennes de prix en 2021 par rapport à 2020, tirée par l'énergie (gaz naturel à +44% et pétrole à +30%), en faisant les hypothèses d'une situation sanitaire en lente amélioration, d'une situation climatique limitée à la Niña et d'une situation géopolitique sans modification profonde. La Chine sera probablement encore en 2021 le facteur déterminant de l'évolution des marchés mondiaux.

5.3 LA BIC-BRED (SUISSE) SA DANS L'ANNÉE

DE TRÈS BONS RÉSULTATS

La BIC-BRED (Suisse) SA clôture l'exercice 2020 sur une forte croissance de ses résultats, avec une progression de 20% du produit d'activité bancaire à CHF 21,9 millions.

Cette progression des revenus, permet d'afficher un résultat net avant constitution de réserves pour risques bancaires généraux de CHF 6,6 millions, en hausse de 9% et s'accompagne d'un ratio de solvabilité solide, d'une liquidité confortable et d'un portefeuille de crédits de qualité.

UNE SOLVABILITÉ TOUJOURS AUSSI SOLIDE

Les bons résultats 2020 ont permis à la Banque de renforcer ses fonds propres réglementaires. Ceux-ci ont augmenté de 7%, passant ainsi de CHF 98 millions au 31 décembre 2019 à CHF 105 millions au 31 décembre 2020.

Conséquence du remboursement de l'emprunt subordonné d'un montant de CHF 25 millions à COFIBRED et de l'augmentation de capital simultanée par la BIC-BRED SA, Paris courant 2020, les fonds propres réglementaires sont à présent constitués exclusivement de fonds propres de base durs (CET1).

La hausse des actifs pondérés (RWA) de 21% s'explique en majeure partie par la hausse des créances sur la clientèle (+27%) et du hors-bilan (+19%). Cette augmentation des RWA de 21% se compare avantageusement avec la hausse du total bilan et hors-bilan de la Banque de 23%, démontrant une amélioration relative du profil de risque.

Le ratio de solvabilité baisse en 2020, tout en restant confortable par rapport à l'exigence réglementaire de 10,5%, passant ainsi de 19,7% au 31 décembre 2019 à 17,3% au 31 décembre 2020.

Tableau 4 EXTRAIT DES STATISTIQUES BNS CRSABIS AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET 2020

en kCHF	31.12.2020	31.12.2019	Variation (absolue)	Variation (en %)
Fonds propres pris en compte	104'738	98'157	6'581	7%
<i>Dont fonds propres de base durs (CET 1)</i>	104'738	73'157	31'581	43%
Actifs pondérés (RWA)	605'757	499'015	106'742	21%
Ratio de solvabilité (en %)	17,3%	19,7%	-2,4%	-12%
Ratio CET1 (en %)	17,3%	14,7%	2,6%	18%
Ratio de levier (en %)	9,8%	11,3%	-1,5%	-13%

UN PROFIL DE LIQUIDITÉ CONFORTABLE

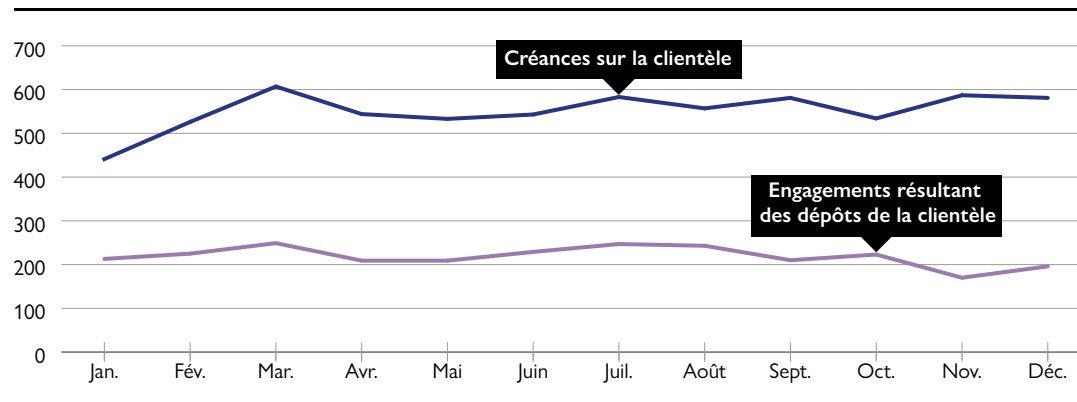
La Banque se finance principalement auprès du Groupe BRED. En parallèle, elle a entrepris une stratégie de collecte de dépôts issus de la clientèle et de développement de ses lignes interbancaires. Cette politique est destinée à diversifier ses sources de refinancement.

En 2020, la Banque a financé un peu moins de la moitié de ses créances sur la clientèle grâce aux dépôts des clients. Le surplus est financé par des banques,

dont les engagements ont augmenté pour faire face à la hausse de l'activité, passant de CHF 467 millions au 31 décembre 2019 à CHF 671 millions au 31 décembre 2020.

Une gestion fine du ratio LCR est effectuée afin de le maintenir dans une fourchette permettant l'optimisation du coût de refinancement réglementaire. Ce ratio est de 135% au 31 décembre 2020.

Figure 10 ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DÉPÔTS SUR LA CLIENTÈLE EN 2020 (EN KCHF)



POLITIQUE DE CRÉDIT

Dans le cadre de l'octroi de crédit, la Banque privilégie les clients avec lesquels elle peut développer une relation transactionnelle, non confirmée et de relative proximité. Ainsi au 31 décembre 2020, la clientèle est constituée majoritairement de sociétés de négoce domiciliées en Suisse (52% des créances clientèle) ou en Europe (18%).

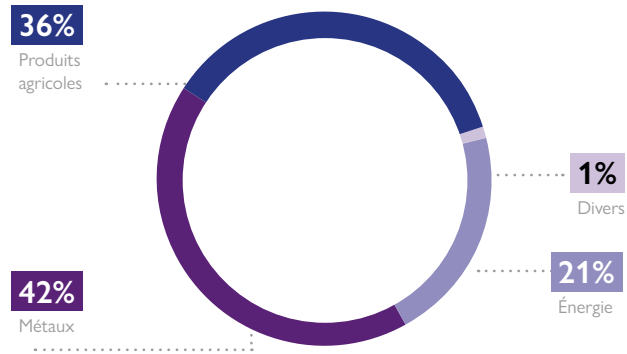
La Banque gère ses risques en s'appuyant sur une forte sélectivité de ses

clients et de leurs opérations, faisant suite à une analyse détaillée permettant une connaissance fine des risques.

Elle fonde aussi son approche sur la diversification des risques: pluralité des types de contreparties (groupes intégrés, indépendants, etc.), répartition sur différentes matières premières, limitation de montants unitaires, obtention de sûretés spécifiques, encadrement des risques indirects...

En 2020, les encours moyens bruts au bilan et au hors-bilan se répartissent comme suit par secteur :

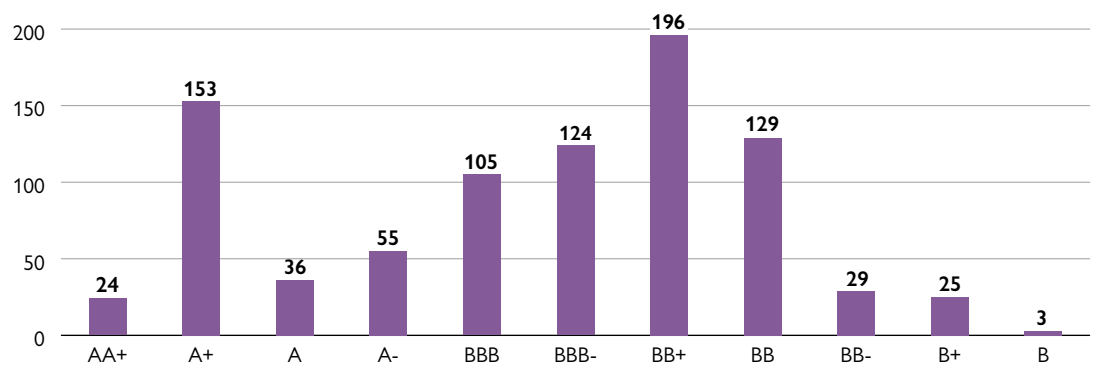
Figure 11 RÉPARTITION DES ENCOURS MOYENS BRUTS 2020 AU BILAN ET AU HORS BILAN



La banque cible des clients présentant des situations financières satisfaisantes, comme le montre le graphique de répartition des encours par rating interne au 31 décembre 2020 :

Les créances compromises sont provisionnées à 100% depuis fin 2018. Aucune nouvelle correction de valeur n'a été constituée depuis.

Figure 12 RÉPARTITION DES ENCOURS NETS SUR LA CLIENTÈLE, BILAN ET HORS BILAN, PAR RATING INTERNE, AU 31 DÉCEMBRE 2020 (EN CHF MILLIONS)



INTERVIEW CROISÉE DE LA DIRECTRICE DES RISQUES ET DU RESPONSABLE
DU DÉPARTEMENT CRÉDITS ET ENGAGEMENTS



Anne-Ly Zumbino,
Directrice des Risques
et **Stève-Eric Mensah,**
Responsable du
département Crédits et
Engagements

STÈVE-ERIC: À L'HEURE DU BILAN ANNUEL, QUE RETENEZ-VOUS DE CETTE ANNÉE 2020?

ANNE-LY: Dans le monde du financement des négociants en matières premières, le fait marquant a bien sûr été cette succession de fraudes d'une ampleur jamais égalée, tant par le nombre que par le fait que ces fraudes ont touché des sociétés de taille significative, établies de longue date et ayant la confiance des banquiers... d'où des expositions élevées pour les banques ayant conduit plusieurs d'entre elles à se retirer du marché.

STÈVE-ERIC: EN QUOI CE FACTEUR DE TAILLE EST-IL IMPORTANT?

ANNE-LY: Il pose plusieurs problèmes. D'une part, de manière évidente, on prête des sommes plus élevées aux grosses contreparties et parfois on se laisse aveugler en omettant qu'un client peut exceptionnellement faire défaut sur tous ses encours en cas de fraude. D'autre part, plus un client est gros et

moins l'approche est strictement transactionnelle. Quand un client affiche un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars, des conditions plus souples lui sont octroyées, c'est inévitable et compréhensible jusqu'à un certain point. Quand le financement structuré et théoriquement transactionnel devient cosmétique, les risques deviennent grands et les capacités de recouvrement ténues. Enfin, en 2020, on a vu des défauts sur des transactions sans réalité physique dites de « Circle out » (à distinguer des opérations papier de couverture) avec des contreparties réputées du marché. Ces opérations posent aussi questions: non seulement, elles permettent de gonfler le chiffre d'affaires artificiellement et contribuent à endormir la vigilance car elles donnent un faux air de respectabilité (volume élevé avec de belles contreparties) en même temps qu'elles posent souvent des problèmes de compensation. J'ajoute que cela est validé par les auditeurs et donc très difficile à détecter pour une banque.

STÈVE-ERIC: Y A-T-IL EU D'AUTRES FACTEURS AGGRAVANTS?

ANNE-LY: Oui, ces fraudes ont été montées sur la durée et avec un très grand professionnalisme – d'où une grande difficulté de détection par les équipes opérationnelles et de risques.

STÈVE-ERIC: EST-CE QUE TOUT ÉTAIT NOUVEAU DANS CETTE CRISE?

ANNE-LY: Non. Autant la magnitude a surpris, autant certaines causes ont un air de « déjà vu » : fraudes révélées à la faveur d'une forte volatilité sur les marchés et sur certaines juridictions, schémas de fraude basés sur de la double mobilisation de créances et de stocks et des opérations de compensation préjudiciables aux banques.

À ce niveau toutes les chaînes de contrôle ont un rôle à jouer et les mesures doivent être prises dès la première alerte sérieuse, ce qui implique fermeté et coordination entre les départements, et ce n'est pas simple !

Cela étant, je relève que dans ce tsunami, il n'y a pas eu de sujets de sanctions et que cette crise n'est pas devenue systémique : le marché reste raisonnable.

Enfin on relèvera que le secteur des métaux est resté immune. Moindre volatilité ? Secteur plus axé sur les utilisateurs finaux et porté par la Chine, un pays qui, ironiquement, s'en sort plutôt bien en 2020 ? Difficile à dire...

ANNE-LY: TOUJOURS EST-IL QUE CETTE CRISE A, AVANT TOUT, POSÉ DES PROBLÈMES DE RISQUE DE CRÉDIT. QUELS SONT DE VOTRE POINT DE VUE LES ÉLÉMENTS MITIGEANT LE RISQUE À METTRE EN PLACE OU À REDÉCOUVRIR ?

STÈVE-ERIC: Le secteur du négoce des matières premières a été, dans les faits, relativement épargné par les problèmes de crédits (crise de liquidité et faillites). Nos clients sont des « logisticiens de matières premières » essentielles à l'activité humaine. La crise sanitaire a surtout créé des perturbations dans la chaîne logistique et de production mondiale, qui se sont traduites par un besoin d'allongement de la durée des financements (stockage ou délais de paiement). Sur ces sujets moins graves, les banques ont réussi à accompagner leurs clients.

Comme vous l'avez indiqué, la crise a surtout été un révélateur de certaines pratiques frauduleuses parfois difficiles à détecter dans un environnement économique stable chez des clients historiques. Ainsi, il nous faut revisiter les règles éprouvées de la pratique du métier du financement transactionnel, qui, je pense, se sont assouplies sous l'effet de l'évolution d'un marché bancaire plus concurrentiel et du changement de profil des négociants vers des structures plus « corporates ».

ANNE-LY: A QUELLES MESURES PLUS PRÉCISÉMENT, FAITES-VOUS RÉFÉRENCE?

STÈVE-ERIC: Ce n'est pas nouveau, le financement structuré et transactionnel, comme toute activité bancaire spécialisée, nécessite avant l'entrée en relation des diligences approfondies du client et de ses transactions.

Ensuite, l'analyse de crédit qui reste essentielle, doit s'attacher au-delà des ratios, à mettre en cohérence le modèle d'affaire d'un client, sa capacité à générer des marges et l'analyse transactionnelle de ses flux. Cette analyse doit rester dynamique dans le temps en s'appuyant sur des données fiables et la bonne compréhension du schéma opérationnel du client.

La première ligne de défense reste avant tout la bonne compréhension et sécurisation des flux par le *Front* et le *Middle Office* qui initient les opérations. Certains garde-fous à adapter selon la clientèle sont: le financement contre des documents originaux en lieu et place du financement contre des copies de documents, le recours à des organismes de surveillance tel que l'IMB, la mise en place de *Collateral Management Agreements* ou de *Stock Management Agreements* quand cela est possible, le contrôle par des tiers indépendants, la notification des créances auprès des débiteurs cédés...

Pour une banque comme la nôtre, une des mesures reste aussi le principe de division des risques. Selon la taille des intervenants et la solvabilité affichée,

une vigilance est portée sur le nominal des transactions.

Je pense aussi qu'interagir avec des intervenants de toute taille (petits ou grand négociants) donne une profondeur et une bonne compréhension de la dynamique de marché, nécessaire pour avoir une certaine réactivité en cas de besoin.

ANNE-LY: COMMENT PARVENIR À UNE PRATIQUE COMMUNE DE MARCHÉ?

STÈVE-ERIC: Je ne suis pas certain que cela soit possible ni souhaitable. Chaque banque définit son appétit aux risques et effectue ses choix stratégiques. On a d'ailleurs vu que post-crise plusieurs établissements avaient pris des mesures sélectives selon de nouveaux critères établis (risque pays, niveau de fonds propres, actionnariat, produits...). Cela donne une diversité de l'offre bancaire.

Cela étant, je me réjouis que des initiatives communes soient en cours, à Singapour ou sur la place de Genève, en vue d'établir un code de bonnes pratiques qui devrait permettre dans un environnement plus sain et mieux encadré, d'accompagner nos clients sur le long terme.



PARTIE 6

DONNÉES FINANCIÈRES

DONNÉES FINANCIÈRES

La BIC-BRED (Suisse) SA poursuit sa forte croissance et enregistre d'excellents résultats en 2020. Le produit des activités bancaires et le résultat opérationnel atteignent les niveaux record respectifs de 21,9 et 7,0 millions de CHF, soutenus par la croissance du portefeuille de clients.



Delphine Bourghès,
Responsable Finance

LE MOT DE LA RESPONSABLE FINANCE

« Cette année, la BIC-BRED (Suisse) SA a dû naviguer dans un environnement tumultueux, entre crise sanitaire, taux bas, fraudes sur le marché du financement du négoce et affaiblissement du dollar.

Malgré une conjoncture en récession, la Banque a poursuivi son expansion commerciale. Un accompagnement efficace des clients et une grande vigilance ont permis de maintenir des résultats en forte croissance (+20% de produit des activités bancaires) et de ne déplorer aucune perte de crédit.

De façon conservatrice, la Banque a poursuivi ses recrutements et investissements informatiques, mais aussi renforcé ses fonds propres par le biais d'une augmentation de capital attestant de la confiance accordée par le Groupe. Les résultats solides dégagés ont permis de commencer à constituer des réserves pour risques bancaires généraux.

Autant d'événements dont les chiffres présentés ci-dessous sont, comme souvent, de précieux révélateurs. »

6.1 COMMENTAIRE DES COMPTES

PRODUIT D'ACTIVITÉ BANCAIRE EN FORTE HAUSSE

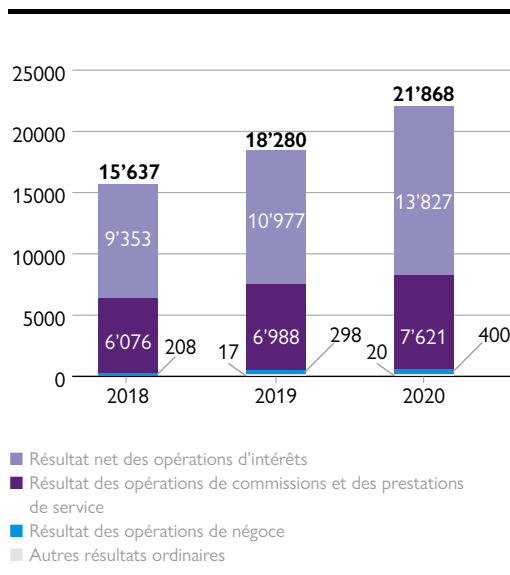
Cette année, le produit d'activité bancaire a progressé de 20%, à 21'868 kCHF.

L'évolution des sources de revenus s'est présentée comme suit:

- le résultat net des opérations d'intérêts est en hausse de 26% à 13'827 kCHF, conséquence de la hausse du nombre de clients et du volume d'encours;
- le résultat des opérations de commissions est en hausse de 9% à 7'621 kCHF, en raison de l'augmentation du nombre d'opérations *trade finance* et du développement des activités de marché;
- Le résultat des opérations de négoce, issu essentiellement des activités de la clientèle, s'est élevé à 400 kCHF (+34%), suite à la multiplication des opérations de change;
- Les autres résultats ordinaires se sont inscrits à 20 kCHF (+17%).

La Banque étant active essentiellement dans le financement du négoce de matières premières, la majorité de ses revenus sont en dollars. Le taux USD/CHF moyen en 2019 était de 0,9938. Il a baissé tout au long de l'année 2020, jusqu'à atteindre en décembre le niveau de 0,8889, soit une baisse de 10,6% par rapport à son niveau moyen 2019. Cette évolution du taux de change a impacté défavorablement le produit d'activité bancaire en 2020. En présence d'un taux USD/CHF similaire en 2020 à celui de 2019, la croissance du produit d'activité bancaire aurait été d'environ 26% au lieu de 20%.

Figure 13 **PRODUIT D'ACTIVITÉ BANCAIRE**
en milliers de CHF



MAÎTRISE DES CHARGES

Le total des charges d'exploitation est en hausse de 24% à 14'705 kCHF.

Cette hausse des charges se ventile comme suit:

- Les charges de personnel sont en hausse de 21% à 11'777 kCHF.
En effet, afin d'accompagner sa croissance tout en maîtrisant ses risques, la Banque augmente ses effectifs progressivement, passant ainsi de 51,7 ETP au 31 décembre 2019 à 60,3 ETP au 31 décembre 2020.
- Les autres charges d'exploitation augmentent de 37%, à 2'928 kCHF.
Cette hausse est essentiellement liée à trois facteurs:
 - l'emménagement dans des locaux plus spacieux fin 2019, afin de pouvoir accompagner la croissance des effectifs;
 - la hausse des frais informatiques, sous l'effet de l'augmentation du nombre de licences d'utilisation des logiciels et du développement du télétravail;
 - le droit de timbre d'émission dont la Banque a dû s'acquitter suite à l'augmentation de capital de CHF 25 millions.

Le ratio Charges/Produits, comparant les Charges d'exploitation au Produit d'activité bancaire, est de 67,2% (2019: 65,0%).

Figure 14 **CHARGES D'EXPLOITATION**
en milliers de CHF

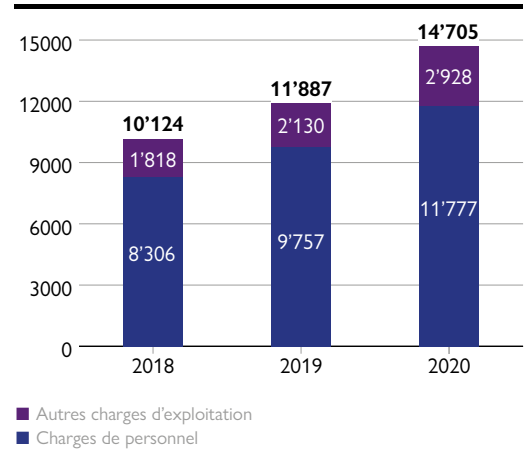
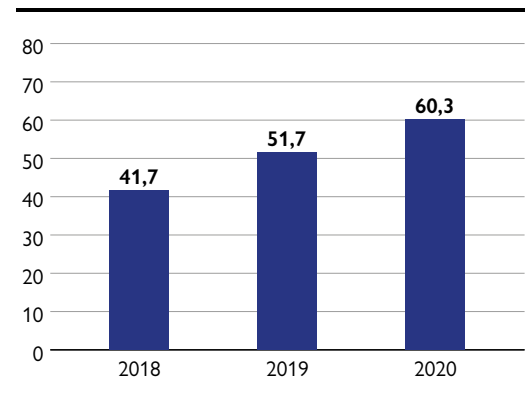


Figure 15 **EFFECTIFS**
en unité de travail à plein temps



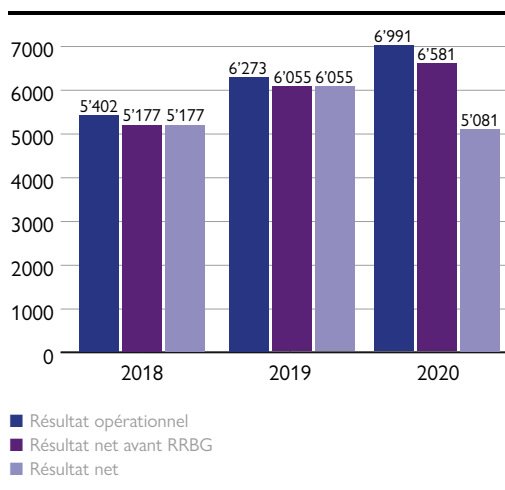
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET RÉSULTAT NET

Pour son sixième exercice, la Banque conserve une croissance à deux chiffres de son résultat opérationnel, qui augmente de 11% à 6'991 kCHF.

Le résultat net avant attribution à la réserve pour risques bancaires généraux atteint 6'581 kCHF, en hausse de 9% par rapport à l'année passée, durant laquelle un produit extraordinaire lié au déménagement de la Banque avait été perçu.

En 2020, la Banque a fait le choix conservateur et facultatif de doter sa réserve pour risques bancaires généraux à hauteur de 1'500 kCHF. Après cette attribution, le résultat net 2020 apparaît en baisse de 16%, à 5'081 kCHF.

Figure 16 **RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET RÉSULTAT NET**
en milliers de CHF





KPMG SA
Financial Services
Suisse romande
Esplanade de Pont-Rouge 6
Case postale 1571
CH-1211 Genève 26

+41 58 249 25 15
www.kpmg.ch

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale de
Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA, Genève

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2020.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels (section 6.3 du rapport annuel) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2020 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.



Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG SA

Yvan Mermod
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Zoé Souclier
Expert-réviseur agréée

Genève, le 1^{er} avril 2021

Annexe :

- Comptes annuels constitués du bilan, du compte de résultat, de l'état des capitaux propres et de l'annexe
- Proposition concernant l'emploi du bénéfice au bilan

6.3 ÉTATS FINANCIERS 2020

BILAN

En milliers de CHF

ACTIFS	<i>Notes</i>	31.12.2020	31.12.2019
Liquidités		196'728	135'570
Créances sur les banques	15	177'650	168'810
Créances sur la clientèle	6	580'850	456'924
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	7	524	–
Immobilisations financières	8	17'682	19'475
Comptes de régularisation		834	1'474
Immobilisations corporelles	9	481	368
Autres actifs	10	65	–
Total des actifs		974'814	782'621

PASSIFS

Engagements envers les banques	15	670'767	467'500
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	15	196'206	238'509
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	7	503	–
Comptes de régularisation passif		2'569	3'438
Autres passifs	10	30	16
Sous-total des passifs		870'075	709'463
Réserves pour risques bancaires généraux	13	1'500	–
Capital social	14, 16	103'074	78'074
Bénéfice reporté / perte reportée		–4'916	–10'971
Bénéfice / perte (résultat de la période)		5'081	6'055
Total des fonds propres		104'739	73'158
Total des passifs		974'814	782'621
Total des engagements subordonnés		–	25'000
– dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance	15	–	25'000

OPÉRATIONS HORS BILAN

Engagements conditionnels	6, 22	296'086	251'589
Engagements irrévocables	6	44'135	48'611
Crédits par engagement	6, 23	22'679	3'802

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers de CHF

	Notes	31.12.2020	31.12.2019
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊTS			
Produits des intérêts et des escomptes	25	14'838	18'037
Produits des intérêts et des dividendes des opérations de négoce		–	–
Produits des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		542	574
Charges d'intérêts	25	–1'553	–7'634
Résultat brut des opérations d'intérêts		13'827	10'977
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	6, 13	–	–
Sous-total Résultat net des opérations d'intérêts		13'827	10'977
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE COMMISSIONS ET DES PRESTATIONS DE SERVICE			
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		–	–
Produit des commissions sur les opérations de crédit		7'191	6'755
Produit des commissions sur les autres prestations de service		2'373	2'120
Charges de commissions		–1'943	–1'887
Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		7'621	6'988
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR			
	24	400	298
AUTRES RÉSULTATS ORDINAIRES			
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		–	–
Autres produits ordinaires		20	17
Autres charges ordinaires		–	–
Sous-total Autres résultats ordinaires		20	17
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	26	–11'777	–9'757
Autres charges d'exploitation	27	–2'928	–2'130
Sous-total Charges d'exploitation		–14'705	–11'887
Produits bruts		7'163	6'393
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles		–172	–120
Résultat opérationnel		6'991	6'273
Produits extraordinaires	28	17	360
Charges extraordinaires	28	–	–131
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	13	–1'500	–
Impôts	29	–427	–447
BÉNÉFICE (résultat de la période)		5'081	6'055

PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de CHF

	Capital social	Réserves pour risques bancaires généraux	Bénéfice / Perte reportée	Résultat de la période	Total
Situation au 31.12.2019	78'074	–	–10'971	6'055	73'158
Augmentation / réduction de capital	25'000	–	–	–	25'000
Attribution du résultat 2019	–	–	6'055	–6'055	–
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux	–	1'500	–	–	1'500
Bénéfice / Perte (résultat de la période)	–	–	–	5'081	5'081
Capitaux propres au 31.12.2020	103'074	1'500	–4'916	5'081	104'739

1. RAISON SOCIALE, FORME JURIDIQUE ET SIÈGE DE LA BANQUE

I. Raison sociale, forme juridique et siège

La Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA a obtenu l'autorisation d'exercer une activité bancaire en Suisse le 21 septembre 2015. Elle a repris les activités de la succursale à Genève de la Banque Internationale de Commerce – BRED Paris par le biais d'une augmentation qualifiée de capital avec effet au 28 février 2015.

La Banque a son siège à Genève.

La Banque est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce-BRED SA, Paris, (le Siège) dont le capital est détenu à 99,99% par la Compagnie Financière de la BRED SA (COFIBRED), détenue à 100% par la BRED-Banque Populaire (le Groupe).

La BRED Banque Populaire détient 4,95% du capital de la BPCE.

II. Effectifs

Au 31 décembre 2020, la Banque employait 60,3 personnes équivalent temps plein contre 51,7 au 31 décembre 2019.

III. Activités

La Banque est active dans le financement du commerce international et plus particulièrement dans le financement des matières premières (pétrole et dérivés de pétrole, métaux et minerais, matières premières agricoles, engrais, matières brutes ou ayant subi un niveau de transformation limité).

Elle offre à sa clientèle un panel complet de services en lien avec cette activité: activité de crédit basé sur des financements décaissés ou émission d'instruments bancaires par signature, des produits de couverture fournis par le biais de la salle des marchés du Groupe ou d'autres opérations similaires.

2. PRINCIPES D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

I. Principes régissant l'établissement des comptes

Les principes de comptabilité, de comptabilisation et d'évaluation sont conformes au code des obligations (CO), à la loi sur les Banques (LB) et à son ordonnance (OB), à l'ordonnance de la FINMA sur les comptes (OEPC-FINMA) ainsi qu'aux prescriptions comptables pour les Banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomérats financiers définies par la circulaire 2020/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA (Circ.-FINMA 2020/1). Le bouclage individuel statutaire avec présentation fiable présente la situation économique de la Banque de façon à ce qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée. Les comptes annuels peuvent contenir des réserves latentes.

Les chiffres des annexes ont été arrondis pour les besoins de la publication.

Les données comparatives ont été adaptées afin de se conformer à la présentation des comptes de l'exercice 2020 lorsque nécessaire.

II. Principes généraux d'évaluation

Les comptes ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation.

L'actif comprend les éléments du patrimoine dont l'entreprise peut disposer en raison d'événements passés, dont elle attend un flux d'avantages économiques et dont la valeur peut être estimée avec un degré de fiabilité suffisant. Lorsqu'une estimation fiable de la valeur de l'actif n'est pas possible, il s'agit d'une créance éventuelle, qui est commentée dans l'annexe.

Les dettes qui résultent de faits passés, qui entraînent un flux probable d'avantages économiques à la charge de l'entreprise et dont la valeur peut être estimée avec un degré de fiabilité suffisant sont inscrites au passif du bilan. Lorsqu'une estimation fiable n'est pas possible, il s'agit d'un engagement conditionnel, qui est commenté dans l'annexe.

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement.

III. Saisie des opérations

Les transactions sont enregistrées au bilan à la date de leur conclusion.

IV. Conversion des monnaies étrangères

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la date du bilan. Les immobilisations corporelles et les valeurs immatérielles sont converties au cours historique. Le résultat de change issu de la conversion des positions

en monnaies étrangères est enregistré dans la rubrique «Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur».

Les produits et les charges libellés en monnaies étrangères sont convertis au cours de change du jour de leur comptabilisation.

La conversion des principales monnaies étrangères en Franc Suisse à la date de clôture a été effectuée aux cours suivants:

	31.12.2020	31.12.2019
USD	0.8832	0.9716
EUR	1.0856	1.0871
GBP	1.2012	1.2758

V. Traitement des intérêts

Les intérêts et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne sont pas saisis comme produits des intérêts. Sont considérés comme tels les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours et impayés. Pour ce qui est des crédits en comptes courants, sont considérés comme étant en souffrance les intérêts et les commissions lorsque la limite de crédit est dépassée depuis plus de 90 jours. Dès cet instant, et jusqu'au moment où aucun intérêt échu depuis 90 jours n'est ouvert, les intérêts et commissions courus futurs ne sont pas crédités dans la rubrique «Produit des intérêts et des escomptes».

Les intérêts en souffrance ne sont pas extournés rétroactivement. Les créances résultant des intérêts accumulés jusqu'à l'expiration du délai de 90 jours (intérêts échus et impayés ainsi qu'intérêts courus accumulés) sont amorties par la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

3. PRINCIPES D'ÉVALUATION DES POSTES

I. Liquidités

Les liquidités sont enregistrées à la valeur nominale.

II. Créances sur les banques et créances sur la clientèle

Les créances sur les banques et les créances sur la clientèle sont enregistrées à la valeur nominale, diminuée des correctifs de valeur nécessaires.

L'escompte sur les papiers monétaires est comptabilisé comme produit encaissé d'avance et imputé au compte de résultat jusqu'à l'échéance.

III. Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers sont évalués à leur juste valeur et leurs valeurs de remplacement positives ou négatives sont présentées dans les rubriques correspondantes du bilan. La juste valeur a pour base les prix de marché.

Le résultat réalisé des opérations de négoce et celui non réalisé de l'évaluation des opérations de négoce sont enregistrés à la rubrique «Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur».

IV. Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable, sont portés au bilan à leur coût d'acquisition et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie prévisible.

Les immobilisations corporelles sont amorties de façon linéaire par la position «Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles», en fonction de la durée d'utilisation estimée avec prudence. La durée d'utilisation estimée des immobilisations corporelles se résume comme suit:

- installations: 5 ans;
- logiciels informatiques acquis: 3 à 5 ans;
- machines de bureau et mobilier: 3 ans.

La Banque examine, à la date du bilan, si la valeur de chaque immobilisation corporelle est dépréciée. Cet examen est effectué sur la base de signes donnant à penser que certains actifs pourraient avoir subi des pertes de valeur. Si elle observe de tels signes, la Banque détermine la valeur réalisable de chaque actif. La valeur d'un actif est dépréciée si sa valeur comptable dépasse la valeur réalisable.

Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une perte de valeur, la Banque amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

S'il y a dépréciation, la valeur comptable est ramenée à la valeur réalisable et la dépréciation de valeur inscrite au débit de la rubrique «Corrections

de valeur sur participation, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles».

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont enregistrés dans la rubrique «Produits extraordinaires», les pertes réalisées dans la rubrique «Charges extraordinaires».

V. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les titres acquis dans un but de placement à moyen et à long termes ainsi que les titres de participation détenus ni dans le dessein de négoce, ni dans le dessein d'un placement permanent.

Les titres productifs d'intérêts (valeurs mobilières), destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, sont évalués à leur valeur d'acquisition compte tenu de la délimitation de l'agio ou du disagio (composantes du taux) sur la durée (*accrual method*). Les gains et pertes résultant d'une vente ou d'un remboursement anticipé sont pris en compte proportionnellement jusqu'à l'échéance initiale prévue. Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées dans les «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

VI. Engagements envers les banques et engagements résultant des dépôts de la clientèle

Ces positions sont enregistrées à la valeur nominale.

VII. Provisions

En respect du principe de précaution, des provisions peuvent être constituées pour tout risque de perte potentielle ou avérée à la date du bilan lié à un engagement au bilan. Ces risques sont revus régulièrement par la Direction. Si une provision apparaît comme nécessaire, elle est constituée au niveau du compte de résultat.

VIII. Réserves pour risques bancaires généraux (RRBG)

Les réserves pour risques bancaires généraux sont des réserves constituées préventivement dans le but de couvrir les risques découlant de l'activité de la Banque.

Les réserves pour risques bancaires généraux ne sont pas fiscalement imposables dans la limite du seuil prévu.

IX. Engagements de prévoyance

Les collaborateurs sont assurés auprès d'une fondation de prévoyance collective. L'organisation, la gestion et le financement des plans de prévoyance sont conformes aux dispositions légales, aux actes de fondation ainsi qu'aux règlements de prévoyance en vigueur. Les 5 plans de prévoyance de la Banque sont constitués en primauté des cotisations.

La Banque assume les coûts de la prévoyance professionnelle des collaborateurs et de leurs

survivants conformément aux dispositions légales. Les cotisations d'employeur correspondant aux plans de prévoyance sont enregistrées dans la rubrique «Charges de personnel».

La Banque examine à la date du bilan s'il existe dans les institutions de prévoyance un avantage ou un engagement économique.

Les avantages économiques des plans de prévoyance (y compris la réserve de cotisations de l'employeur sans renonciation d'utilisation) sont portés au bilan sous le poste «Autres actifs», les engagements économiques sous le poste «Provisions». Les adaptations de valeur relatives aux avantages/engagements économiques par rapport à la période précédente sont inscrites dans la rubrique «Charges de personnel» du compte de résultat.

X. Fonds propres

Les fonds propres sont constitués du capital social, des réserves pour risques bancaires généraux, des reports à nouveau et du résultat de la période.

XI. Impôts

Les impôts courants sont des impôts récurrents, en règle générale annuels, affectant le revenu et le capital. L'impôt sur les transactions n'en fait pas partie.

Les engagements résultant des impôts courants affectant le revenu et le capital sont enregistrés dans la rubrique «Comptes de régularisation».

Les impôts courants affectant le revenu et le capital sont enregistrés dans la rubrique «Impôts» du compte de résultat.

XII. Opérations hors bilan

Les engagements conditionnels et irrévocables ainsi que les crédits par engagement sont portés au hors bilan à leur valeur nominale.

XIII. Structure de l'annexe

L'annexe suit la structure établie par la FINMA dans la circulaire 2020/1 Comptabilité Banques. Les rubriques ne concernant pas la Banque ne sont pas relevées dans l'annexe.

4. GESTION DES RISQUES

I. Introduction

La politique des risques de la Banque s'appuie sur la politique générale du Groupe à qui elle appartient. Les risques font l'objet d'un dispositif de suivi approuvé par le Conseil d'Administration.

Les membres du Conseil d'administration et de la Direction sont informés régulièrement de la situation de la Banque, de l'état de son portefeuille, de ses résultats, ainsi que des risques y relatifs.

La Banque est exposée aux risques suivants: les risques de crédit, de marché, de liquidité, ainsi que les risques opérationnels et juridiques. La surveillance, l'identification, la mesure et le pilotage de ces risques figurent parmi les compétences clés de la Banque.

II. Risques de crédit

FONDEMENTS DU DISPOSITIF D'OCTROI

Que ce soit pour les risques de crédit pris sur des sociétés, des banques ou institutions financières, la gestion des risques de crédit est commune et s'articule autour de plusieurs axes:

- établissement d'une analyse spécifique et détaillée sur base annuelle pour chaque demande de crédit selon des prérequis clairement établis;
- attribution d'une note au niveau de la contrepartie selon une grille d'évaluation établie en interne;
- une prise de décision collégiale par des comités de crédit fondée sur l'analyse de crédit rédigée par les équipes commerciales et une analyse contradictoire établie par le département des Risques de crédit;
- des principes de division des risques dictés par le respect des limites réglementaires et l'établissement de seuils selon les secteurs, les types de contreparties et les risques pays;
- des procédures détaillant ces éléments de processus crédit et de politique crédit.

SURVEILLANCE DES CRÉDITS

Les crédits octroyés font l'objet de suivis rigoureux à différents niveaux, notamment concernant:

- la documentation juridique (ou autres) requise;
- le respect des limites octroyées et leurs modalités (échéances, conditions spécifiques etc.);
- les risques indirects qui peuvent être rencontrés dans le cadre de certaines opérations dites transactionnelles (cf. ci-dessous).

Ces suivis sont effectués par des départements indépendants de la direction commerciale. Il s'agit principalement des départements du risque de crédit et du contrôle permanent.

Concernant les crédits relevant d'une approche dite transactionnelle auto liquidative, i.e. les financements de matières premières qui sont remboursés par le produit de leur vente, la Banque dispose d'un département spécifique, le département Collatéral Management, qui effectue un suivi rigoureux du statut du sous-jacent financé (matière première en stock dans un port ou en transit avec un titre négociable etc.). La Banque effectue également des *due*

diligences sur les entités avec lesquelles ses clients travaillent et qui peuvent avoir des conséquences en terme de crédit: courtiers, entrepositaires, etc.

La surveillance de crédit s'effectue également au travers des revues de portefeuille.

MESURES VISANT À ATTÉNUER LE RISQUE

Les mesures retenues visant à atténuer le risque de crédit sont actuellement:

- les liquidités nanties;
- les garanties reçues d'entités de la BRED ou du groupe BRED;
- les garanties émises par d'autres institutions financières ou sociétés d'assurance bénéficiant de ratings externes solides (i.e. au moins *Investment Grade*) pour lesquelles une autorisation de crédit a été mise en place pour permettre le transfert de risque sur ces entités et dès lors que les garanties satisfont les conditions édictées par la Circulaire 2017/7 Risques de crédit – Banques Cm 281 à 296.

Ces mesures sont regroupées sous le terme de «Autres couvertures» dans la note 6.

VALORISATION DES COLLATÉRAUX

En général, dans son activité de financement du commerce international, la Banque octroie des crédits en fonction de collatéraux, i.e. des documents attestant de l'existence de matières premières (connaissances maritimes, certificats d'entreposage, etc.) ou de créances nées. Ces collatéraux ne représentent pas des «couvertures» dans la mesure où ils ne permettent pas une réduction formelle du risque de crédit et n'ont pas toujours une valeur juridique incontestable. Nonobstant ces points, dans la pratique, les collatéraux représentent la source de remboursement principale des prêts octroyés en cas de défaut du débiteur et constituent donc un élément majeur dans la gestion des risques.

La valorisation de ces collatéraux est actualisée périodiquement par le département Collatéral Management.

IDENTIFICATION DES CRÉANCES

EN SOUFFRANCE

Les créances sont en souffrance lorsque l'un des paiements ci-après n'a pas été totalement obtenu depuis plus de 90 jours après l'échéance:

- règlement des intérêts;
- paiement des commissions;
- remboursement du capital.

La créance de base elle-même est réputée en souffrance lorsqu'un paiement d'intérêt, de commission et/ou d'amortissement qui lui est lié est en souffrance. Les créances envers des débiteurs qui sont en liquidation sont toujours réputées être en souffrance.

IDENTIFICATION DES CRÉANCES

COMPROMISES ET CORRECTIONS DE VALEUR

Les créances compromises résultent des situations où il est invraisemblable que le débiteur sera en mesure de faire face à ses engagements futurs.

Lorsque le montant de créances compromises excède le montant qui sera vraisemblablement reçu après analyse des couvertures et des collatéraux, alors une provision spécifique égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur vraisemblablement réalisable (ou valeur de liquidation) doit être passée.

La valeur de liquidation est ainsi calculée:

- juste valeur des sûretés qui devront être liquidées après déduction des coûts estimés à la vente ou
- valeur actualisée des flux de trésorerie prévus en appliquant le taux de rendement avant défaut et en utilisant des hypothèses et des projections raisonnables et fondées ou
- valeur marchande observable du prêt si c'est un indicateur fiable de sa valeur de recouvrement estimée.

SUIVI DES CRÉDITS EN DIFFICULTÉS

La Banque dispose d'un dispositif spécifique pour suivre les dossiers en difficulté en termes de comités, procédures, etc.

Un système d'identification est également en place pour pouvoir suivre de manière appropriée:

- les opérations délicates: identification d'opérations qui présentent un risque accru en terme de recouvrement mais pour lesquelles le recouvrement n'est pas jugé problématique et sans que l'évaluation au niveau du client ne soit modifiée («aléas commercial ponctuel»);
- les dossiers présentant un risque élevé sans présenter un événement de risque avéré: ces dossiers constituent la *Watchlist* (WL) saine. La classification en WL saine est réalisée soit sur décision d'un comité de crédit soit de manière automatique car certains critères ont été remplis.
- les dossiers en souffrance qui constituent la WL douteuse.

III. Risque de contrepartie dans les affaires interbancaires

Dans les transactions interbancaires, la Banque ne noue jamais de relations d'affaires sans procéder à une évaluation détaillée du risque de défaut. Le respect des limites est surveillé régulièrement par la fonction des risques de crédit. L'examen de la notation de la contrepartie a lieu sur une base annuelle et est effectué au sein du groupe BPCE.

En cas d'événements de marché extrême, la Banque examine la situation en continu afin de pouvoir réagir instantanément à une aggravation du risque.

IV. Risques de marché

RISQUES DE VARIATION DE TAUX

Le risque de taux réside dans l'exposition de la Banque à une fluctuation défavorable des taux, compte tenu de ses positions au bilan ou hors bilan. Une forte variation des taux à la hausse ou à la baisse, suivant la structure du bilan et hors bilan, peut entraîner une perte de revenu, voire une marge d'intérêt négative.

De par l'activité de la Banque, les risques de taux sont en principe compris dans les positions actives et passives suivantes: créances et engagements envers les banques et la clientèle.

RISQUES DE CHANGE

La Banque peut être exposée à un risque de change sur ses revenus par le fait que son compte de résultat est en CHF et que sa source principale de revenu est en USD et dans une moindre mesure en EUR.

Les positions de change résultant du bilan de la Banque sont systématiquement couvertes. La stratégie consiste à équilibrer les actifs et passifs libellés dans la même devise. De ce fait, la Banque n'est pas exposée à un risque de change significatif.

RISQUES DE LIQUIDITÉ

Le département Trésorerie vérifie le respect des limites et des objectifs. Il réalise un suivi des actifs liquides, de la situation de financement et des risques de concentration.

La gestion de la liquidité vise à générer une position de liquidité solide, permettant à la Banque de faire face en tout temps à ses obligations de paiement.

Tous les flux de trésorerie importants ainsi que la disponibilité de sûretés de première qualité pouvant être utilisées pour se procurer des liquidités supplémentaires sont régulièrement vérifiés.

V. Risques opérationnels

PRINCIPES GÉNÉRAUX ET ÉVALUATION

Les risques opérationnels sont définis comme des risques de pertes directes ou indirectes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable aux procédures, au facteur humain, aux systèmes ou à des événements extérieurs.

L'évaluation des risques opérationnels et de compliance porte sur les pertes financières directes ainsi que sur les conséquences qu'entraînerait une perte de confiance des clients. L'objectif premier de la gestion des risques opérationnels est de conforter la réputation de l'établissement vis-à-vis des clients, des actionnaires et du régulateur.

Les risques opérationnels sont mesurés sur la base des dommages résultant de situations normales et extrêmes. Le département «Contrôle Permanent» gère une base de données des incidents ayant conduit à des pertes. Pour le pilotage du risque, il répartit les cas de pertes en différents groupes de risques et définit des mesures pour diminuer le potentiel de pertes. Il reporte régulièrement à la Direction les résultats de ses contrôles.

PROCESSUS DE CONTRÔLE ET DE SAUVEGARDE

Pour ce qui est des processus, de la sécurité de l'information, des systèmes de contrôle et de la formation, des mesures sont prises pour atténuer la survenance d'un dommage. Le plan de continuité des activités contribue également à assurer la sécurité opérationnelle en cas de catastrophes tant internes qu'externes.

Les contrôles clés sont documentés selon des principes uniformes. Tous les départements de la Banque effectuent des évaluations sur base annuelle des processus de contrôle interne afin de mesurer leur efficacité opérationnelle. Chaque année, le plan de *Business Continuity Management* est testé. Les observations faites à cette occasion sont consignées dans le rapport de contrôle interne adressé à la Direction. Les améliorations proposées dans le rapport sont validées par les organes de la Banque.

RISQUE COMPLIANCE ET JURIDIQUE

Le département Compliance contrôle la stricte application des règles internes de la Banque et du Groupe ainsi que le respect du cadre réglementaire en vigueur. Le département Compliance est en charge d'une veille réglementaire sur le suivi des nouvelles réglementations édictées par les autorités de surveillance et les gouvernements et leurs intégrations dans les procédures et le fonctionnement de la Banque.

VI. Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

La Banque n'applique pas de comptabilité de couverture. Les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le cadre de la gestion des risques et servent essentiellement à couvrir les risques de taux d'intérêt et de change ainsi que, sous certaines conditions, à réduire les risques de crédit, y compris ceux relatifs à des transactions futures. Les opérations de couverture sont toujours conclues avec des contreparties externes. La Banque fait appel à la salle des marchés de la BRED pour effectuer ce type d'opérations.

5. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS APRÈS LA DATE DU BILAN

Aucun événement significatif n'est survenu après la date du bilan.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

En milliers de CHF

6. PRÉSENTATION DES COUVERTURES DES CRÉANCES ET DES OPÉRATIONS HORS BILAN AINSI QUE DES CRÉANCES COMPROMISES

PRÊTS ET EFFETS DE CHANGE		Nature des couvertures			Total
		Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
Créances sur la clientèle		–	142'702	452'902	595'604
Total des prêts et effet de change	31.12.2020	–	142'702	452'902	595'604
(avant compensation avec les corrections de valeur)	31.12.2019	–	118'625	354'529	473'154
Total des prêts et effet de change	31.12.2020	–	142'702	438'148	580'850
(après compensation avec les corrections de valeur)	31.12.2019	–	118'625	338'299	456'924
HORS BILAN					
Engagements conditionnels		–	63'585	232'501	296'086
Engagements irrévocables		–	14'095	30'040	44'135
Crédits par engagements		–	11'109	11'570	22'679
Total du hors bilan au	31.12.2020	–	88'789	274'111	362'900
	31.12.2019	–	48'298	255'704	304'002
		Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeurs individuelles
Total des créances compromises	31.12.2020	19'523	–	19'523	19'523
	31.12.2019	21'477	–	21'477	21'477

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

7. PRÉSENTATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (ACTIFS ET PASSIFS)

		Instruments de négoce		
		Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats
DEVICES / MÉTAUX PRÉCIEUX				
Contrats à terme		524	503	40'422
Total avant prise en compte des contrats de netting	31.12.2020	524	503	40'422
– dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation		–	–	–
Total avant prise en compte des contrats de netting	31.12.2019	–	–	–
– dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation		–	–	–

		Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting	31.12.2020	524	503
	31.12.2019	–	–

		Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)				
	31.12.2020	–	24	500

La Banque n'a pas d'instrument de couverture et n'effectue pas de contrat de netting des valeurs de remplacement positives et négatives.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

8. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

RÉPARTITION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Valeur comptable		Juste valeur	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Titres de créance	17'682	19'475	18'196	19'937
– dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	17'682	19'475	18'196	19'937
– dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)	–	–	–	–
Titres de participation	–	–	–	–
– dont participations qualifiées	–	–	–	–
Métaux précieux	–	–	–	–
Immeubles	–	–	–	–
Total	17'682	19'475	18'196	19'937
– dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	–	–	–	–

RÉPARTITION DES CONTREPARTIES SELON LES CLASSES DE NOTATION MOODY'S	31.12.2020	31.12.2019
Aaa-Aa3	17'682	19'475
A1-A3	–	–
Baa1-Baa3	–	–
Ba1-Ba2	–	–
Ba3	–	–
B1-B3	–	–
Caa1-C	–	–
Total des titres de créance	17'682	19'475

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

9. PRÉSENTATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Valeur d'acquisition	Amortis- sements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2019	Investis- sements	Désinves- tissements	Amortis- sements	Valeur comptable au 31.12.2020
Logiciels acquis	737	-579	158	229	-79	-61	247
Autres immobilisations corporelles	441	-231	210	135	-	-111	234
Total des immobilisations corporelles	1'178	-810	368	364	-79	-172	481

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de leur durée de vie prévisible, mais au maximum comme suit:

- 5 ans pour les installations/agencements;
- 3 à 5 ans pour les logiciels informatiques;
- 3 ans pour les machines et mobiliers de bureau.

ENGAGEMENTS DE «LEASING» D'EXPLOITATION, NON PORTÉS AU BILAN, SELON LES ÉCHÉANCES

La Banque a conclu le 1^{er} octobre 2019 un contrat de bail pour des locaux commerciaux à Genève sur une durée initiale de 10 ans et 4 mois, soit jusqu'au 31 janvier 2030. Ce bail engendre des charges de loyers futurs pour un montant total de CHF 8,1 millions:

	D'ici à 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Entre 2 ans et 3 ans	Entre 3 ans et 4 ans	Entre 4 ans et 5 ans	À plus de 5 ans ¹	Total
Engagements de «Leasing» d'exploitation	780	843	898	921	921	3'761	8'124

1 À compter du 1^{er} décembre 2025, le loyer de base correspondant au loyer annuel de la sixième année est réputé indexé sur l'indice officiel suisse des prix à la consommation (ISPC). Cette indexation n'étant pas connue à l'avance, les montants de loyer des années 6 à 10 sont basés sur le loyer annuel de 2025.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

10. RÉPARTITION DES AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

	Autres actifs		Autres passifs	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Impôts indirects	–	–	30	16
Coupons	65	–	–	–
Total	65	–	30	16

11. INDICATION DES ACTIFS MIS EN GAGE OU CÉDÉS EN GARANTIE DE PROPRES ENGAGEMENTS AINSI QUE DES ACTIFS QUI FONT L'OBJET D'UNE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Les actifs mis en gage ou cédés sont sans objet au 31 décembre 2020 (2019: idem).

12. SITUATIONS ÉCONOMIQUES DES PROPRES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

PRÉSENTATION DE L'AVANTAGE / ENGAGEMENT ÉCONOMIQUE ET DES CHARGES DE PRÉVOYANCE

	Excédent/ insuffisance de couverture	Part économique de la banque/ du groupe financier		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour l'année de référence	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
	31.12.2020	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2020	31.12.2020	31.12.2019
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	–	–	–	–	–	1'340	962
Total	–	–	–	–	–	1'340	962

La société Banque Internationale de Commerce BRED (Suisse) SA a signé un contrat d'affiliation avec la fondation collective, AXA Fondation LPP Suisse romande, Winterthur, en date du 1^{er} janvier 2016 qui respecte au minimum les dispositions légales concernant les mesures de prévoyance professionnelle en Suisse. Les mesures de prévoyance sont qualifiées selon les normes suisse de primauté des cotisations.

Il existe 5 plans de prévoyance:

- trois plans de base à choix pour tous les salariés, à l'exception du comité de Direction Générale;
- deux plans pour le comité de Direction Générale (plan couvrant le salaire fixe et plan couvrant le bonus).

Au 31 décembre 2020, 62 employés sont assurés.

La tenue des comptes de la fondation collective, AXA Fondation LPP Suisse romande, Winterthur pour l'application des mesures de prévoyance professionnelle est basée sur la norme Swiss GAAP RPC.

Il n'existe aucune réserve de contribution de l'employeur en 2020.

La banque n'a pas d'engagement de prévoyance envers l'institution de prévoyance au 31 décembre 2020.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

13. PRÉSENTATION DES CORRECTIONS DE VALEUR, DES PROVISIONS ET DES RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

	État au 31.12.2019	Utilisations conformes au but	Reclassifica- tions	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvre- ments	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	État au 31.12.2020
Autres provisions	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des provisions	–	–	–	–	–	–	–	–
Réserves pour risques bancaires généraux	–	–	–	–	–	1'500	–	1'500
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	21'477	–	–	–1'954	–	–	–	19'523
– dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	21'477	–	–	–1'954	–	–	–	19'523

Les créances compromises sont provisionnées à 100% depuis fin 2018.
Aucune nouvelle correction de valeur n'a été constituée en 2020.

14. PRÉSENTATION DU CAPITAL SOCIAL

	31.12.2020			31.12.2019		
	Valeur nominale (en CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (en kCHF)	Valeur nominale (en CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (en kCHF)
Capital-actions / capital social	100	1'030'740	103'074	100	780'738	78'074
– dont libéré	100	1'030'740	103'074	100	780'738	78'074
Total du capital social	100	1'030'740	103'074	100	780'738	78'074

En 2020, la Banque a procédé à une augmentation de capital de CHF 25 millions intégralement souscrite par son unique actionnaire, la Banque Internationale de Commerce-BRED, Paris.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

15. INDICATION DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LES PARTIES LIÉES

Les opérations bilan et hors bilan envers les parties liées sont conclues à des conditions conformes au marché.

	Créances		Engagements	
	31.12.2020	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2019
Participants qualifiés ¹	123'226	91'301	628'293	448'796
Sociétés liées ²	3'612	1'996	44'712	49'255
Affaires d'organes	–	–	–	–
Total	126'838	93'297	673'005	498'051

- 1 Le 29 décembre 2015, la Banque a conclu un emprunt subordonné avec COFIBRED avec clause PONV, pour un montant de CHF 25 millions. Cet emprunt a été remboursé le 7 octobre 2020.
- 2 Les engagements envers les sociétés liées incluent un engagement de CHF 23.9 millions auprès de la COFACE RE, filiale à 100% de la COFACE, société consolidée par mise en équivalence par le Groupe BPCE.

AUTRES OPÉRATIONS HORS BILAN ENVERS LES PARTIES LIÉES

Au 31 décembre 2020, le hors bilan présente une garantie pour la Banque du Léman (société liée) d'un montant de CHF 6.5 millions (2019: idem).

16. INDICATION DES PARTICIPANTS SIGNIFICATIFS

PARTICIPANTS SIGNIFICATIFS ET GROUPES DE PARTICIPANTS LIÉS PAR DES CONVENTIONS DE VOTE	31.12.2020		31.12.2019	
	Nominal	Part en %	Nominal	Part en %
Banque Internationale de Commerce – BRED (avec droit de vote)	100	100%	100	100%

La Banque est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce – BRED, filiale à 99,99% de la Compagnie Financière de la BRED (COFIBRED), filiale à 100% de la BRED Banque Populaire.

DROITS ET RESTRICTIONS LIÉS AUX PARTS DU CAPITAL SOCIAL

Toutes les composantes du capital social sont entièrement libérées.

Pour pouvoir exercer leur droit de vote et les droits qui lui sont liés, les détenteurs d'actions nominatives doivent être reconnus par le conseil d'administration et inscrits dans le registre des actionnaires. Cet assentiment peut être refusé si l'actionnaire ne déclare pas avoir acquis les actions en son nom et pour son compte ou si les droits de vote d'un propriétaire d'actions nominatives excèdent 5% du nombre total des actions nominatives émises.

Ce sont les seules restrictions au droit de vote des actionnaires.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

17. PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE DES ÉCHÉANCES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	À vue		Résiliable	Échu			Total
				D'ici 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	
ACTIFS / INSTRUMENTS FINANCIERS							
Liquidités	196'728	–	–	–	–	–	196'728
Créances sur les banques	124'194	–	48'900	4'556	–	–	177'650
Créances sur la clientèle	–	354'218	220'372	6'260	–	–	580'850
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	524	–	–	–	–	–	524
Immobilisations financières	–	–	–	17'682	–	–	17'682
Total	31.12.2020	321'446	354'218	269'272	28'498	–	973'434
	31.12.2019	242'714	262'764	239'197	16'629	19'475	780'779
FONDS ÉTRANGERS / INSTRUMENTS FINANCIERS							
Engagements envers les banques	40'391	–	550'376	80'000	–	–	670'767
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	139'645	–	38'106	18'455	–	–	196'206
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	503	–	–	–	–	–	503
Total	31.12.2020	180'539	–	588'482	98'455	–	867'476
	31.12.2019	130'437	–	527'743	22'829	25'000	706'009

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

18. PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE

ACTIFS	31.12.2020		31.12.2019	
	Suisse	Étranger	Suisse	Étranger
Liquidités	196'728	–	135'570	–
Créances sur les banques	2'217	175'433	15'509	153'302
Créances sur la clientèle	304'690	276'160	260'516	196'407
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	495	29	–	–
Immobilisations financières	–	17'682	–	19'475
Comptes de régularisation	300	534	1'309	165
Immobilisations corporelles	481	–	368	–
Valeurs immatérielles	–	–	–	–
Autres actifs	–	65	–	–
Total	504'911	469'903	413'272	369'349
PASSIFS				
Engagements envers les banques	1'770	668'997	20'594	446'906
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	113'268	82'938	145'585	92'924
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1	502	–	–
Comptes de régularisation	2'438	131	2'999	439
Autres passifs	30	–	16	–
Réserves pour risques bancaires généraux	1'500	–	–	–
Capital social	103'074	–	78'074	–
Perte reportée	–4'916	–	–10'971	–
Bénéfice / perte (résultat de la période)	5'081	–	6'055	–
Total	222'246	752'568	242'352	540'269

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

19. ACTIFS PAR PAYS SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE

	31.12.2020		31.12.2019	
	Valeur absolue	Part %	Valeur absolue	Part %
SUISSE	504'911	51,80%	413'272	52,81%
EUROPE				
Belgique	2'311	0,24%	–	0,00%
Chypre	3'387	0,35%	2'320	0,30%
Espagne	2	0,00%	1'669	0,21%
France	148'222	15,21%	126'095	16,11%
Luxembourg	32'751	3,36%	34'720	4,44%
Pays-Bas	8'251	0,85%	–	0,00%
Royaume-Uni	57'026	5,85%	45'893	5,86%
Jersey	2'511	0,26%	817	0,10%
MOYEN-ORIENT				
Émirats Arabes Unis	47'884	4,91%	12'628	1,61%
Turquie	1'551	0,16%	–	0,00%
AMÉRIQUE				
États-Unis	36'385	3,73%	57'062	7,29%
Canada	16'329	1,68%	7'001	0,89%
Panama	26	0,00%	–	0,00%
AFRIQUE				
Bénin	–	0,00%	12'466	1,59%
Burkina Faso	6'597	0,68%	–	0,00%
Egypte	8'356	0,86%	–	0,00%
Mali	2'778	0,28%	–	0,00%
Maroc	4'813	0,49%	3'930	0,50%
Maurice	2'452	0,25%	–	0,00%
Sénégal	6'749	0,69%	5'938	0,76%
ASIE				
Chine	1'298	0,13%	11'945	1,53%
Hong-Kong	–	0,00%	696	0,09%
Singapour	80'224	8,23%	46'169	5,90%
TOTAL DES ACTIFS	974'814	100%	782'621	100%

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

20. RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS SELON LA SOLVABILITÉ DES GROUPES DE PAYS (DOMICILE DU RISQUE)

EXPOSITIONS NETTES À L'ÉTRANGER Notation externe des pays selon Moody's	31.12.2020		31.12.2019	
	Valeur absolue	Part %	Valeur absolue	Part %
Aaa-Aa3	24'580	2,52%	331'081	89,64%
A1-A3	915'614	93,93%	11'945	3,23%
Baa1-Baa3	2'478	0,25%	1'669	0,45%
Ba1-Ba2	7'662	0,79%	6'250	1,69%
Ba3	6'749	0,69%	5'938	1,61%
B1-B3	–	0,00%	12'466	3,38%
Caa1-C	17'731	1,82%	–	0,00%
Total	974'814	100,0%	369'349	100,0%

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

21. PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS SELON LES MONNAIES LES PLUS IMPORTANTES POUR LA BANQUE

	31.12.2020					
ACTIFS	CHF	EUR	USD	GBP	Autres	Total
Liquidités	196'728	–	–	–	–	196'728
Créances sur les banques	112'555	40'956	23'465	666	8	177'650
Créances sur la clientèle	180	27'959	525'389	27'322	–	580'850
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	–	–	524	–	–	524
Immobilisations financières	–	–	17'682	–	–	17'682
Comptes de régularisation	408	49	373	4	–	834
Immobilisations corporelles	481	–	–	–	–	481
Autres actifs	–	–	65	–	–	65
Total des actifs bilantaires	310'352	68'964	567'498	27'992	8	974'814
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	–	–	–	–	–	–
Total des actifs	310'352	68'964	567'498	27'992	8	974'814
PASSIFS						
Engagements envers les banques	200'000	19'016	427'329	24'422	–	670'767
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	3'279	49'729	139'608	3'585	5	196'206
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	–	503	–	–	–	503
Comptes de régularisation	2'434	123	12	–	–	2'569
Autres passifs	30	–	–	–	–	30
Réserves pour risques bancaires généraux	1'500	–	–	–	–	1'500
Capital social	103'074	–	–	–	–	103'074
Bénéfice reporté / perte reportée	–4'916	–	–	–	–	–4'916
Bénéfice / perte (résultat de la période)	5'081	–	–	–	–	5'081
Total des passifs bilantaires	310'482	69'371	566'949	28'007	5	974'814
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	–	–	–	–	–	–
Total des passifs	310'482	69'371	566'949	28'007	5	974'814
POSITION NETTE PAR DEVISE	–130	–407	549	–15	3	–

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

22. RÉPARTITION ET COMMENTAIRES DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

	31.12.2020	31.12.2019
Engagements de couverture de crédit et similaires	–	–
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	281'346	222'589
Autres engagements conditionnels	14'740	29'000
Total des engagements conditionnels	296'086	251'589
Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscaux	–	688
Total des créances éventuelles	–	688

23. RÉPARTITION DES CRÉDITS PAR ENGAGEMENT

	31.12.2020	31.12.2019
Engagements résultant de paiements différés	22'679	3'802
Engagements par acceptations	–	–
Autres crédits par engagement	–	–
Total des crédits par engagement	22'679	3'802

24. RÉPARTITION DU RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR

	31.12.2020	31.12.2019
Devises	400	298
Total du résultat des opérations de négoce	400	298

La Banque n'utilise pas l'option de la juste valeur.

25. INDICATION SUR LES INTÉRÊTS NÉGATIFS

	31.12.2020	31.12.2019
Intérêts négatifs concernant les opérations actives	677	826
Intérêts négatifs concernant les opérations passives	986	757

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

26. RÉPARTITION DES CHARGES DE PERSONNEL

	31.12.2020	31.12.2019
Salaires	9'451	8'032
– dont charges en relation avec les rémunérations basées sur les actions et les formes alternatives de la rémunération variable	–	–
Prestations sociales	2'171	1'591
Autres charges du personnel	155	134
Total des charges du personnel	11'777	9'757

27. RÉPARTITION DES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	31.12.2020	31.12.2019
Coûts des locaux	955	488
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	519	334
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	17	14
Honoraires de la société d'audit (art. 961a ch. 2 CO)	90	94
– dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	90	94
– dont pour d'autres prestations de service	–	–
Autres charges d'exploitation	1'347	1'200
Total autres charges d'exploitation	2'928	2'130

28. COMMENTAIRES DES PERTES SIGNIFICATIVES, DES PRODUITS ET CHARGES EXTRAORDINAIRES AINSI QUE DES DISSOLUTIONS SIGNIFICATIVES DE RÉSERVES LATENTES, DE RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX ET DE CORRECTIONS DE VALEURS ET PROVISIONS LIBÉRÉES

	31.12.2020	31.12.2019
Gains non opérationnels non récurrents	17	360
Total des produits extraordinaires	17	360
Dépenses non opérationnelles non récurrentes	–	–131
Total charges extraordinaires	–	–131

Différents experts immobiliers ont accompagné la banque pour son déménagement courant 2019.

La charge réelle en 2020 étant plus faible que le montant provisionné en 2019 a entraîné un produit extraordinaire de 17 kCHF.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

29. PRÉSENTATION DES IMPÔTS COURANTS

	31.12.2020	31.12.2019
Charge d'impôt de l'exercice sur le capital	429	345
Correction de la charge fiscale de l'année précédente	-2	102
Total de la charge d'impôts	427	447

La charge d'impôt correspond essentiellement à l'impôt sur le capital (environ 0,39%) dans la mesure où la Banque finit tout juste de consommer sa perte reportée au 31 décembre 2020.

Le taux d'imposition moyen 2020 sur la base du résultat opérationnel est de 6,1%.

PROPOSITION DE RÉPARTITION DU BÉNÉFICE

En milliers de CHF

	31.12.2020	31.12.2019
Bénéfice / perte	5'081	6'055
+/- Bénéfice reporté / perte reportée de l'exercice précédent	-4'916	-10'971
Bénéfice / perte au bilan	165	-4'916
<hr/>		
Attribution à la réserve légale issue du bénéfice	165	-
Bénéfice reporté / perte reportée sur le nouvel exercice	-	-4'916



PARTIE 7

EXIGENCES PRUDENTIELLES DE PUBLICATION

EXIGENCES PRUDENTIELLES DE PUBLICATION

Les informations publiées ci-après ont été préparées conformément aux exigences de la Circ.-FINMA 2016/1 « Exigences prudentielles de publication ».

Les banques en mains étrangères sont soumises à des exigences de publication

allégées en cas de publications d'informations comparables au niveau du groupe à l'étranger. Nous renvoyons vers le « Rapport Pilier III 2020 » publié par le groupe BPCE pour de plus amples informations.

Tableau 5 CHIFFRES-CLÉS ESSENTIELS RÉGLEMENTAIRES (KM1)

FONDS PROPRES PRIS EN COMPTE (en milliers de CHF)		31.12.2020	31.12.2019
1	Fonds propres de base durs (CET 1)	104'738	73'157
2	Fonds propres de base (T1)	104'738	98'157
3	Fonds propres totaux	104'738	98'157
POSITIONS PONDÉRÉES EN FONCTION DES RISQUES (RWA) (en milliers de CHF)			
4	RWA ⁶	605'757	499'015
4a	Exigences minimales de fonds propres	48'461	39'921
RATIOS DE FONDS PROPRES BASÉS SUR LES RISQUES (en % des RWA)			
5	Ratio CET1 (%)	17,29%	14,66%
6	Ratio de fonds propres de base (%)	17,29%	19,67%
7	Ratio des fonds propres globaux (%)	17,29%	19,67%
EXIGENCES EN VOLANTS EN CET1 (en % des RWA)			
8	Volant de fonds propres selon le standard minimal de Bâle (%)	2,50%	2,50%
9	Volants anticycliques (art. 44a OFR) selon le standard minimal de Bâle (%)	0,00%	0,00%
10	Volant de fonds propres supplémentaire en vertu du risque systémique international ou national (%)	0,00%	0,00%
11	Ensemble des exigences de volants selon le standard minimal de Bâle, en qualité CET1 (%)	2,50%	2,50%
12	CET1 disponible afin de couvrir les exigences en volants selon le standard minimal de Bâle (après déduction du CET1 affecté à la couverture des exigences minimales et cas échéant à la couverture des exigences TLAC) (%)	9,29%	10,16%

6 La hausse des actifs pondérés (RWA) de 21% s'explique par la hausse des créances sur la clientèle (+27%) et du hors-bilan (+19%).

RATIOS-CIBLES DE FONDS PROPRES SELON L'ANNEXE 8 DE L'OFR (en % des RWA)		31.12.2020	31.12.2019
12a	Volant de fonds propres selon l'annexe 8 OFR (%)	2,50%	2,50%
12b	Volants anticycliques (art. 44 et 44a OFR) (%)	0,00%	0,00%
12c	Ratio-cible en CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	7,00%	7,00%
12d	Ratio-cible en T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	8,50%	8,50%
12e	Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	10,50%	10,50%

RATIO DE LEVIER BÂLE III			
13	Engagement global (en kCHF)	1'063'944	865'564
14	Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)	9,84%	11,34%

RATIO DE LIQUIDITÉS (LCR) ⁷		T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T4 2019
15	Numérateur du LCR: somme des HQLA (en kCHF)	175'502	173'318	185'806	226'846	163'384
16	Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie (en kCHF)	139'216	143'898	150'562	174'697	129'790
17	Ratio de liquidités, LCR (%)	126,06%	120,45%	123,41%	129,85%	125,88%

Le Conseil fédéral a instauré un ratio de financement pour les banques visant à garantir leur stabilité à long terme (NSFR). Dès l'entrée en vigueur de cette

nouvelle réglementation, prévue pour mi-2021, le ratio NSFR viendra compléter les chiffres-clés présentés ci-dessus.

⁷ Pour le numérateur et le dénominateur du LCR, les chiffres correspondent aux valeurs moyennes de chacun des quatre derniers trimestres.

8 PARTENARIATS

La BIC-BRED (Suisse) est membre de plusieurs associations faitières ou organismes actifs sur la place financière.



Swiss Trading and Shipping Association

La STSA est la principale association professionnelle pour le trading et le transport maritime des marchandises en Suisse.



Fondation Genève Place Financière

La FGPF est l'organe faitier de la place financière et a pour objectif principal de favoriser le développement et le rayonnement de celle-ci.



Chambre de Commerce et d'Industrie de Genève

La CCIG a pour objectif d'assurer une économie forte, permettant aux acteurs qui constituent le tissu économique local d'exercer leur activité de manière pérenne.



Cercle CyclOpe

Le Cercle CyclOpe est une société d'études, spécialisée dans l'analyse des marchés mondiaux de matières premières. Il s'agit également d'un réseau mondial d'une cinquantaine d'experts de ces marchés.



Swiss-African Business Circle

Le SABC est la principale association favorisant les contacts d'affaires et liens entre la Suisse et l'Afrique. Le SABC offre un important réseau et une plateforme consacrée aux échanges d'expertise, d'expérience, de projets et d'idées.



Forum Francophone des Affaires

Le FFA a pour objectif de renforcer le dialogue entre les mondes économiques et politiques au travers de manifestations et rencontres (chefs d'Etats et de gouvernements, ministres).



Agence Pour la Coopération et le Développement

L'association ABPCD contribue à l'amélioration des systèmes bancaires et organisations financières, au service des économies et du développement des financements du secteur privé.



EsiSuisse

Le but d'EsiSuisse est de mettre en œuvre, en cas de liquidation forcée ou de mesure de protection prononcée à l'encontre d'une banque ou d'une maison de titres, les dispositions de l'art. 37h de la Loi sur les banques relatives à l'autorégulation.

IMPRESSUM

Remerciements

La BIC-BRED (Suisse) SA tient à remercier ses partenaires et collaborateurs qui ont contribué à l'élaboration de ce document.

Conception et réalisation: Atelier Schnegg+, Genève

Photographies: Loris von Siebenthal, Genève & Shutterstock

Impression: NBmedia, Genève

**BANQUE INTERNATIONALE DE COMMERCE –
BRED (SUISSE) SA**

Boulevard du Théâtre, 8
CH-1204 Genève

T +41 22 312 30 70

F +41 22 312 30 36

www.bic-bred.com

Swift: BICFCHGG